



Mouvement des caisses Desjardins

Rapport financier

Troisième trimestre 2009

3

30 septembre 2009

FAITS SAILLANTS

	Pour les trois mois terminés les 30 septembre			Pour les neuf mois terminés les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Excédents cumulés avant ristournes aux membres	378 M\$	149 M\$	153,7 %	833 M\$	554 M\$	50,4 %
Rendement des capitaux propres	14,4 %	6,2 %	----	10,9 %	7,8 %	----

Actif	163,2 G\$	150,3 G\$	8,6 %
Capitaux propres	10,7 G\$	9,7 G\$	10,4 %
Ratio du capital de première catégorie (*)	14,94 %	14,15 %	----
Croissance des prêts totaux	6,1 %	8,9 %	----
Croissance des dépôts totaux	5,1 %	7,0 %	----

(*) : Le ratio de 2009 est calculé selon les nouvelles règles de l'Accord de Bâle II alors que celui de 2008 était évalué selon l'ancien cadre réglementaire, soit l'Accord de Bâle I.

MESSAGE DE LA DIRECTION

Le Mouvement des caisses Desjardins déclare des excédents avant ristournes aux membres de 833 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009, soit une augmentation de 279 millions de dollars ou de 50,4 % comparativement à la période correspondante de 2008. Le rendement des capitaux propres s'élève à 10,9 %, par rapport à 7,8 % pour la même période un an plus tôt. La rentabilité des neuf premiers mois de 2009 a bénéficié de l'amélioration des conditions de marché, ce qui a eu un effet positif sur les revenus de négociation et les revenus sur les titres disponibles à la vente ainsi que d'une dévaluation moindre du portefeuille de billets restructurés de PCAA, que celle enregistrée à la période équivalente de 2008. Mentionnons que le réseau des caisses présente une diminution de ses excédents, et ce, en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt qui est venue exercer une pression sur le revenu net d'intérêt des caisses.

Les excédents avant ristournes aux membres s'établissent à 378 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, une forte progression de 229 millions de dollars ou de 153,7 % comparativement au trimestre correspondant de 2008. Le rendement des capitaux propres s'élève à 14,4 %, par rapport à 6,2 % au troisième trimestre de l'année passée. La performance financière du trimestre a été favorisée par une hausse significative des revenus de négociation, et ce, en dépit de la baisse des taux d'intérêt, des bons résultats des activités d'assurance, particulièrement celles de la filiale d'assurance de personnes, et des activités de valeurs mobilières de même qu'une croissance du volume d'affaires.

Les résultats financiers du secteur Particuliers et entreprises pour les neuf premiers mois de 2009 ont été affectés par la rentabilité à la baisse du réseau des caisses, tel qu'il a été mentionné précédemment. On note néanmoins une rentabilité à la hausse pour la Caisse centrale Desjardins (CCD), hausse qui est attribuable à une excellente performance de tous les secteurs d'activité dont les activités de négociation et de gestion de l'appariement du bilan et des actifs liquides de la trésorerie. Rappelons que la CCD avait dû comptabiliser en 2008 une baisse de valeur durable sur des obligations adossées à des actifs financiers.

Les activités d'assurance ont connu une bonne performance financière au cours des neuf premiers mois de 2009 par rapport à pareille date en 2008. La filiale d'assurance de personnes montre une hausse de 2,0 % de ses revenus de primes d'assurance.

Quant à la filiale d'assurance de dommages, elle a bénéficié notamment d'une sinistralité favorable en automobile et d'une amélioration des résultats en assurance habitation.

Finalement, les activités de valeurs mobilières et de capital de risque affichent une rentabilité à la hausse en raison de la reprise graduelle des marchés. Quant aux activités de gestion d'actifs, elles présentent des résultats en baisse ; rappelons qu'en 2008, en raison de la crise financière qui sévissait, un programme de désinvestissement des placements sous-jacents aux produits structurés avait été entrepris, dont l'impact se fait pleinement sentir en 2009.

Le Mouvement Desjardins procède, sur une base trimestrielle, à une estimation la plus juste possible du montant qui sera comptabilisé en vue du versement des ristournes aux membres des caisses au terme de l'année financière. Ainsi, pour les neuf premiers mois de 2009, une provision pour ristournes aux membres de 239 millions de dollars a été comptabilisée, comparativement à 304 millions de dollars il y a un an. Soulignons que la provision de 2009 inclut un ajustement à la hausse de 29 millions de dollars relativement aux ristournes de 2008.

ÉLÉMENTS PARTICULIERS

Mise en place de la nouvelle structure organisationnelle

Rappelons qu'au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, le conseil d'administration de la Fédération a approuvé la mise en place d'une nouvelle structure organisationnelle simplifiée pour le Mouvement. Cette restructuration s'inscrit dans le cadre du plan d'évolution du Mouvement Desjardins mis de l'avant à l'automne 2008.

Ce plan prévoit que le Mouvement doit se rapprocher davantage de ses caisses, qui en sont la force motrice. Il permettra aussi d'optimiser la performance de l'ensemble du groupe et d'en accélérer le développement, tout en misant sur la force de son capital humain et en réaffirmant que ses valeurs de coopération sont au cœur de son action.

Grâce à sa nouvelle structure organisationnelle, le Mouvement Desjardins entend miser sur les forces et les expertises des équipes de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et de ses filiales dans le développement d'une offre de service plus intégrée et répondant encore mieux aux besoins de ses membres et de ses clients. Ainsi, il a constitué quatre secteurs d'affaires représentant les principaux marchés dans lesquels il évolue, soit : la gestion du patrimoine et l'assurance vie; les particuliers; les entreprises; les assurances générales. De la même façon, afin d'assurer plus de cohésion au sein des principaux secteurs d'activité du Mouvement, quatre fonctions ont élargi leur portée sur l'ensemble des activités de la Fédération et des filiales : finances et trésorerie; gestion des risques; capital humain et culture; technologies et services partagés. Un secteur appelé stratégie, performance et développement veillera à l'atteinte des objectifs de cette transformation organisationnelle tout en assurant le développement du Mouvement Desjardins dans le cadre de son plan d'évolution. La cohérence des communications est renforcée par un regroupement des principales équipes de ce secteur. Enfin, en lien avec l'objectif de rapprochement avec le réseau des caisses, les fonctions de soutien au réseau des caisses ainsi que de soutien au développement coopératif et aux instances démocratiques ont été constituées.

La nouvelle structure permettra, notamment, à Desjardins :

- d'assurer une meilleure cohésion entre les diverses entités du groupe ;
- de renforcer la gouvernance financière et la gestion des risques ;
- d'assurer une proximité entre la direction du Mouvement et les caisses ;
- d'améliorer la productivité.

Au cours des derniers mois, on a procédé à la nomination des premiers, deuxièmes et troisièmes relevants de la nouvelle organisation. La mise en place de la nouvelle structure organisationnelle se poursuivra au cours des prochaines semaines et on prévoit qu'elle sera complétée d'ici la fin du présent exercice. Dans le cadre de cette restructuration, le Mouvement a comptabilisé dans ses résultats cumulés du troisième trimestre de 2009 un montant de 37 millions de dollars au titre d'indemnités de départ, d'honoraires professionnels, de dépréciation d'actifs et autres, ce qui porte la somme cumulative à 65 millions de dollars au terme des neuf premiers mois de l'année. Ces charges sont présentées au poste « Frais de restructuration » de l'état cumulé des résultats.

Impact du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) – nouveaux billets

Au 31 décembre 2008, le Mouvement détenait des placements dans le marché du papier commercial adossé à des actifs non bancaire (PCAA) bien qu'il n'ait pas été un émetteur de ce type de produit financier auprès de sa clientèle. Rappelons que le Mouvement a procédé en septembre 2007, et dans une moindre mesure en 2008, au rachat d'actifs détenus sous forme de PCAA auprès des fonds communs de placement du marché monétaire qu'il gère et des activités de prêts de valeurs des clients de la Fiducie Desjardins dont il n'assumait pas le risque à l'origine, et ce, afin de protéger ses membres et ses clients. Au cours du deuxième trimestre terminé le 30 juin 2009, le Mouvement a racheté à la juste valeur les nouveaux billets détenus par le Régime des rentes du Mouvement Desjardins.

Le 21 janvier 2009, la mise en œuvre du plan de restructuration du PCAA a été complétée. Ce plan de restructuration vise, entre autres, le remplacement du PCAA par de nouveaux billets à taux variable à long terme ayant une échéance similaire à celle des actifs sous-jacents.

Les principales caractéristiques du plan de restructuration sont les suivantes :

- Création de trois nouvelles fiducies, appelées « véhicules d'actifs cadres » (VAC) :
 - ✓ VAC 1 et VAC 2 sont composées de transactions d'actifs synthétiques à 100 %, soit une combinaison d'actifs donnés en garantie et de contrats de swaps sur défaillance de crédit, ou de transactions d'actifs hybrides, soit une combinaison d'actifs synthétiques et d'actifs traditionnels. Elles incluent également les actifs dits inadmissibles (*subprime* et autres) de ces séries.
 - ✓ VAC 3 est composée de transactions constituées exclusivement d'actifs inadmissibles (*subprime*) et d'actifs traditionnels.
- Création de cinq catégories de billets pour les VAC 1 et VAC 2 (A-1, A-2, B, C, IA) et de deux catégories pour le VAC 3 (IA et TA). Les billets IA et TA se divisent en de multiples séries de billets reflétant reproduisant les flux de trésorerie des actifs originaux sous-jacents.
- Établissement de facilités de financement en soutien aux VAC 1 et VAC 2 afin de financer les appels de garantie pouvant découler des swaps sur défaillance de crédit sous-jacents.
- Établissement d'un moratoire initial de 18 mois au cours duquel aucun appel de garantie additionnelle ne peut être effectué pour la grande majorité des swaps sur défaillance de crédit sous-jacents.
- Élargissement de certains déclencheurs « écart-perte » qui recommenceront à s'appliquer à l'échéance du moratoire, réduisant la probabilité d'appels de garantie additionnelle.

Le Mouvement participe aux fiducies VAC 1 et VAC 3.

Pour plus d'information sur la restructuration, se référer à la note 4 « Valeurs mobilières » à la section « Papier commercial adossé à des actifs » des états financiers cumulés de l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

Outre les actifs qui sont déjà portés en garantie par les fiducies relativement aux swaps sur défaillance de crédit, le plan prévoit que VAC 1 et VAC 2 doivent disposer chacune d'une facilité de financement de marge (« FFM ») destinée à couvrir d'éventuels appels de garantie des contreparties auxdits swaps. Le Mouvement a choisi d'autofinancer sa part de la facilité de financement de marge, ce qui explique sa participation dans VAC 1.

La part du Mouvement dans cet engagement de crédit, s'élevant à 1 193 millions de dollars, se situe au même rang que celle des autres participants de la FFM et vient à échéance en juillet 2017, ou à une date antérieure si toutes les transactions de swaps sur défaillance de crédit ont été réglées auparavant. Le Mouvement ne bénéficie d'aucune commission de VAC 1 relativement à cet engagement de crédit. Les avances qui pourraient être faites en vertu de cette facilité de financement porteront intérêt à un taux fondé sur le taux des acceptations bancaires ou le taux privilégié. Toute somme avancée en vertu de la facilité de financement de marge sera prioritaire sur les montants payables sur les billets émis par VAC 1. Advenant le cas où le Mouvement manquerait à ses obligations de fournir des fonds en vertu de sa part de la facilité de financement de marge, une part proportionnelle des billets de VAC 1 détenus par le Mouvement serait subordonnée aux billets des autres participants. La Caisse centrale, à titre de signataire de la FFM pour le Mouvement, devra maintenir une notation de crédit équivalente à A (faible) auprès d'au moins deux des quatre agences de notation DBRS, S&P, Fitch et Moody's, à défaut de quoi elle devra fournir des garanties ou une autre forme de soutien du crédit à VAC 1 ou faire prendre en charge ses engagements par une autre entité ayant une cote de crédit suffisamment élevée. Au 30 septembre 2009, aucun montant n'a été prélevé sur la FFM.

En vertu d'une entente distincte, le Mouvement a acheté une protection de 400 millions de dollars à l'encontre de ses engagements de la FFM auprès d'un des participants de VAC 1 en échange d'une commission d'engagement de 1,2 % par année, soit le même taux que les institutions tierces qui ont souscrit à la FFM équivalente de VAC 2. Cette participation se terminera automatiquement au terme de la FFM de VAC 1.

Advenant le cas où la facilité de financement de marge de VAC 1 et la facilité équivalente de VAC 2 s'avèrent insuffisantes pour atteindre les appels de garantie du véhicule en question, une facilité de financement prioritaire (*senior*) a été mise en place afin de fournir un accès à des liquidités additionnelles. Cette facilité de crédit a été fournie par les gouvernements du Canada, du Québec, de l'Alberta et de l'Ontario ainsi que par un des participants de VAC 1. Le véhicule d'actifs cadres VAC 1 dispose d'un montant de 1 772 millions de dollars en vertu de cette facilité.

Lors de la restructuration le 21 janvier 2009, le Mouvement a sorti du bilan ses titres de PCAA à la valeur comptable pour ensuite comptabiliser à la juste valeur les nouveaux billets. Ces nouveaux billets ont été classés dans la catégorie « désignés à des fins de négociation selon l'option de juste valeur ».

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009, des remboursements de capital relatifs aux nouveaux billets, totalisant 27 millions de dollars, ont été encaissés par le Mouvement. De plus, des intérêts totalisant 7 millions de dollars ont également été encaissés au cours de cette même période. Étant donné l'incertitude relative à la mesure, le Mouvement a constaté un revenu d'intérêt seulement pour les billets VAC 1 A-1 et A-2, qui sont prioritaires aux autres billets relativement aux intérêts et au capital.

Le 1^{er} avril 2009, le Mouvement a racheté à leur juste valeur les nouveaux billets détenus par le Régime des rentes du Mouvement Desjardins, soit 48 millions de dollars. L'incidence de ce rachat a été d'augmenter de 86 millions de dollars la valeur nominale des nouveaux billets détenus par le Mouvement. Le rachat n'a eu aucune incidence sur les résultats cumulés du Mouvement.

Au 30 septembre 2009, ces nouveaux billets détenus par le Mouvement ont une valeur nominale de 2 261 millions de dollars et une juste valeur de 1 242 millions de dollars. Rappelons qu'au 31 décembre 2008, le coût amorti et la juste valeur des titres de PCAA détenus se chiffraient à 2 446 millions de dollars et 1 436 millions de dollars respectivement.

Methodologie d'évaluation

Étant donné l'absence de marché actif sur ces titres, la direction du Mouvement a estimé leur juste valeur et les variations de valeur qui en ont découlé en utilisant une technique d'évaluation. Au moment de préparer ces états financiers, il n'existait pas encore de

marché actif pour les différents billets restructurés. De plus, la capacité de transiger les billets de VAC 1 est assujettie à des contraintes considérables dans la mesure où un détenteur de billets A-1, A-2, B et C de VAC 1 peut les transférer à un tiers seulement si un tel transfert est effectué au prorata de chacune des catégories détenues par le vendeur et si l'acheteur prend en charge une quote-part équivalente des engagements liés à la FFM, soit directement, soit par l'entremise d'une autre entité, le tout dans la mesure où la partie assumant la part de la FFM bénéficie d'une notation de crédit suffisamment élevée.

La juste valeur du PCAA qui a été restructuré sous la forme de billets A-1, A-2, B et C de VAC 1, c'est-à-dire les actifs synthétiques et hybrides, est fondée sur un modèle financier traduisant les incertitudes liées au rendement, aux écarts de crédit, à la nature et au risque de crédit des actifs sous-jacents, aux montants et aux moments des encaissements des flux de trésorerie, aux échéances et aux contraintes touchant la liquidité des nouveaux billets afin de fournir une juste valeur reflétant les conditions des marchés au 30 septembre 2009. Les flux de trésorerie anticipés de ces nouveaux billets ont été actualisés au taux d'acceptations bancaires plus des primes variant entre 646 et 6 700 points de base, sur des périodes allant de six à sept ans.

La juste valeur des billets reflète adossés à des actifs traditionnels et inadmissibles (*autres*) a été évaluée à partir d'indices de référence choisis en fonction des actifs sous-jacents propres à chacun des billets, puisque les flux monétaires générés par lesdits billets proviennent directement des flux générés par les actifs sous-jacents. En ce qui a trait aux billets reflète constitués uniquement d'actifs inadmissibles (*subprime*), compte tenu de la nature des actifs sous-jacents et de la détérioration marquée de ceux-ci dans le contexte économique actuel, une juste valeur nulle a été établie au 30 septembre 2009.

Les hypothèses utilisées reposent autant que possible sur des données observables sur le marché, telles que les taux d'intérêt, les écarts de crédit et les indices de référence pour des actifs semblables. Elles tiennent également compte, s'il y a lieu, des particularités de la restructuration et reposent en partie sur des hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché pour des actifs similaires. Les taux d'actualisation utilisés tiennent compte de l'échéance, de la notation de crédit ainsi que des risques de marché et de liquidité de chacun des billets.

Impact sur les résultats

L'incidence favorable sur les résultats cumulés avant impôts du Mouvement des trois mois terminés le 30 septembre 2009 se chiffre à 14 millions de dollars. Cette incidence est constituée de gains non réalisés de 7 millions de dollars, attribuables à l'amélioration nette au cours du trimestre des écarts de crédit, de conversion de devise et autres indices de référence, d'un gain réalisé de 4 millions de dollars relativement à des actifs inadmissibles pour lesquels des remboursements de capital ont été perçus ainsi que d'un revenu de 3 millions de dollars lié à la constatation graduelle des revenus reportés relatifs à la facilité de crédit. L'incidence négative nette de 50 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 sur les résultats cumulés avant impôts du Mouvement découle de pertes non réalisées de 31 millions de dollars attribuables aux facteurs énoncés précédemment et à la restructuration du PCAA, de gains réalisés de 12 millions de dollars sur les actifs inadmissibles, de la radiation de 34 millions de dollars d'un titre exclu du moratoire de l'Entente de Montréal ainsi que d'un revenu de 3 millions de dollars lié à la constatation graduelle des revenus reportés relatifs à la facilité de crédit. La FFM, qui était auparavant constatée à même le solde des valeurs mobilières, est comptabilisée depuis la restructuration du 21 janvier 2009 comme un revenu reporté au poste « Autres passifs – autres ». Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur les résultats cumulés.

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2008, une baisse de valeur de 94 millions de dollars (une baisse de valeur de 246 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008) avait été constatée aux résultats cumulés du Mouvement. Il est à noter qu'en ce qui a trait aux titres classifiés disponibles à la vente, une baisse de valeur de 31 millions de dollars avait été comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2008 (une plus-value de 7 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008).

Les estimations de la juste valeur ci-dessus sont susceptibles de ne pas être une indication de la valeur nette de réalisation ultime ou de la juste valeur future. Malgré le fait que la direction croit que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, des modifications dans les hypothèses importantes, notamment celles relatives à la détermination du rendement, des écarts du risque de crédit des actifs sous-jacents et de la qualité des actifs donnés en garantie par les fiduciaires, lesquelles sont intégrées au taux d'actualisation, pourraient venir changer de façon significative la valeur attribuée aux billets de remplacement dans l'avenir. Une augmentation de 1 % des taux d'actualisation estimés pourrait réduire d'environ 52 millions de dollars la juste valeur estimative du portefeuille de billets de remplacement dorénavant détenu par le Mouvement, ce qui aurait pour effet de diminuer de 34 millions de dollars, ou de 0,4 %, les fonds propres de première catégorie en date du 30 septembre 2009. Toutefois, une diminution de 1 % des taux d'actualisation estimés pourrait augmenter d'environ 55 millions de dollars la juste valeur estimative du portefeuille de billets de remplacement dorénavant détenu par le Mouvement, ce qui aurait pour effet d'accroître de 36 millions de dollars, ou de 0,4 %, les fonds propres de première catégorie en date du 30 septembre 2009. Pour plus de détails sur les fonds propres, se référer à la note 28 « Gestion du capital » des derniers états financiers cumulés annuels du Mouvement.

Certaines incertitudes subsistent relativement à la valeur des actifs sous-jacents, au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie ainsi qu'à l'établissement d'un marché secondaire et à la liquidité de ce marché pour les billets de remplacement, ce qui pourrait modifier davantage la valeur du placement du Mouvement dans les billets de remplacement. La conjoncture économique a eu pour effet de diminuer les taux d'intérêt variables des actifs sous-jacents. Ainsi, le non-appariement des taux d'intérêt variables et des dates de paiement des actifs sous-jacents comparativement au coût de la facilité de financement prioritaire et à la période de paiement des intérêts de VAC 1, entraîne des incertitudes relatives à la mesure. La perspective d'un ralentissement important et prolongé de l'économie en Amérique du Nord pourrait aussi avoir un effet négatif sur la juste valeur des billets de remplacement.

Au cours de 2009, un montant de 90 millions de dollars, net de la quote-part estimée du Mouvement dans les frais de restructuration de 19 millions de dollars du comité pancanadien, a été versé au Mouvement à titre d'intérêts courus sur le PCAA pour la période du 20 août 2007 au 21 janvier 2009. Le Mouvement avait constaté au 31 décembre 2008, à même la juste valeur des titres, le revenu net d'intérêt relativement au PCAA.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Le Mouvement participe à l'EDDV VAC 1, qui est un véhicule disposant d'actifs s'élevant à environ 15 642 millions de dollars ayant des capitaux propres nuls et qui est principalement composé de transactions d'actifs synthétiques dont les investisseurs se sont engagés à contribuer à une facilité de financement de marge. Étant donné que le Mouvement n'assume pas la majorité des pertes prévues et ne bénéficie pas de la majorité des rendements résiduels prévus du VAC 1, il ne consolide pas VAC 1. Par ailleurs, le Mouvement détient des droits significatifs dans ce véhicule, soit la facilité de financement de marge de 1 193 millions de dollars et l'investissement dans les nouveaux billets de VAC 1 ayant une juste valeur de 1 144 millions de dollars, la somme desquels représente le risque maximal de perte pour le Mouvement.

L'agence de notation DBRS a émis un communiqué de presse le 11 août 2009 à l'effet qu'elle place sous surveillance avec perspectives négatives la cote des billets de catégorie A-2 de VAC-1. Le 26 octobre, DBRS a reconduit le statut sous surveillance de ces billets. La direction du Mouvement a évalué qu'aucune baisse de valeur additionnelle n'est requise sur le portefeuille de billets restructurés de PCAA compte tenu de ce que les facteurs à l'origine de ces communiqués ont déjà été pris en considération dans la méthodologie d'évaluation au 30 septembre 2009.

Ajustement d'impôt relatif aux années 2007-2008

Soulignons qu'au premier trimestre de 2009, à la suite d'une modification de la Loi de l'impôt sur le revenu provinciale, le Mouvement Desjardins a comptabilisé une dépense d'impôts de 16 millions de dollars relative aux années 2007 et 2008.

Radiation d'actifs au cours des neuf premiers mois de 2008

Rappelons également qu'au premier trimestre de 2008, Desjardins a repositionné certaines initiatives de développement pancanadien, notamment son offre de services informatiques aux *credit unions* canadiennes ainsi que le développement de la Desjardins Credit Union. Il en a résulté une radiation de frais reportés de 25 millions de dollars (19 millions de dollars après impôts) liés à des développements technologiques.

ÉVÉNEMENTS D'IMPORTANCE*Approvisionnement en fonds et en capital*

Au cours du troisième trimestre de 2009, le Mouvement Desjardins a procédé à une émission de 500 millions de dollars en deux tranches de 250 millions de dollars de billets de dépôt à moyen terme échéant en 2011 et 2012 par l'entremise de la Caisse centrale Desjardins (CCD). Cette émission de billets est la première à être effectuée par la CCD selon les termes d'un prospectus simplifié préalable de base, daté du 14 mars 2008, qui permet l'émission de billets d'une valeur maximale de cinq milliards de dollars.

Rappelons qu'au cours du deuxième trimestre de 2009, le Mouvement Desjardins avait procédé, avec succès, à une émission de 500 millions de dollars de débetures subordonnées au taux de 5,541 % série F échéant en 2021 par l'entremise de Capital Desjardins. Cette émission était la deuxième à être effectuée par Capital Desjardins en vertu d'un prospectus préalable de base, daté du 30 juin 2008, qui permet l'émission de titres d'une valeur maximale de deux milliards de dollars. De plus, rappelons également qu'au cours du premier trimestre de 2009, le Mouvement avait réalisé une émission de 500 millions de dollars de débetures subordonnées au taux de 5,756 % série E échéant en 2019 par l'entremise de Capital Desjardins et qu'en janvier 2009, la Caisse centrale Desjardins avait procédé avec succès à l'émission de billets à taux fixe de cinq ans pour un montant de 500 millions d'euros sur les marchés européens.

Accord de Bâle II

Rappelons qu'au cours du premier trimestre de 2009, l'Autorité des marchés financiers du Québec a accordé au Mouvement Desjardins, dans le cadre de la ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base, son agrément relatif à l'approche de notation interne avancée pour le risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts de la clientèle de détail – particuliers. Quant aux autres expositions de crédit et au risque de marché, ils sont évalués selon une approche standardisée, alors que le risque opérationnel est calculé à partir de l'approche « indicateur de base ». Cette disposition sert au calcul des ratios de capital du Mouvement Desjardins, lesquels demeurent toujours les plus élevés parmi les institutions financières les mieux capitalisées au Canada.

SUIVI DES OBJECTIFS FINANCIERS PRIORISÉS

Dans le cadre du Plan d'affaires 2009 qui s'inscrit dans la continuité des objectifs financiers élaborés lors de la Planification stratégique 2006-2008, le Mouvement des caisses Desjardins s'est fixé des objectifs financiers à moyen terme visant à réaliser une rentabilité qui reflète l'équilibre recherché entre la performance coopérative et la performance financière. Dans ce contexte, le tableau suivant présente un suivi des résultats au terme des neuf premiers mois de 2009 en regard de ces objectifs. Il est à noter que ces objectifs doivent être envisagés davantage dans une perspective à plus long terme.

Rappelons que d'importants travaux ont été amorcés en 2008 et se poursuivent en 2009 en vue de la mise en œuvre de la structure organisationnelle annoncée en mai 2009 ainsi que de l'élaboration et de la mise en œuvre de la Planification stratégique du Mouvement pour les années 2010-2012. Le Plan de capitalisation 2009 du Mouvement a également été approuvé par le conseil d'administration en janvier 2009. Ce plan fixe les cibles de capitalisation qui permettront au Mouvement d'assurer son développement et de faire face aux défis d'ordre financier qui se poseront en 2009. Desjardins dispose d'un très bon niveau de capitalisation, toujours l'un des meilleurs de l'industrie. Cependant, les conséquences appréhendées, notamment celles de la crise financière, ont poussé la direction du Mouvement à adopter une attitude prudente favorisant une augmentation de la base de capital, comme l'ont d'ailleurs fait plusieurs institutions financières canadiennes.

Mouvement des caisses Desjardins	Objectifs financiers priorisés en 2009	Résultats cumulatifs au 30 septembre 2009 (non vérifiés)
Rendement / rentabilité		
- Rendement des capitaux propres	Entre 12 % et 15 %	10,9 %
Qualité du bilan		
- Prêts douteux bruts / prêts bruts	Inférieur à 1,0 %	0,46 %
Croissance		
- Croissance des excédents (après impôts)	Entre 5 % et 10 %	50,4 %
Productivité		
- Écart entre la croissance des revenus ⁽¹⁾ et la croissance des frais	Supérieur à 1,0 %	9,4 %
Capital		
- Ratio du capital total	Supérieur ou égal à 13,0 %	14,94 %
- Ratio du capital de première catégorie	Supérieur ou égal à 13,0 %	14,94 %
Distinction coopérative		
- Ristournes (avant impôts) / excédents du Mouvement (après impôts)	Se limiter à 45 %	Sur une base annuelle⁽²⁾

(1) Revenu total, déduction faite des frais de sinistres et prestations d'assurance.

(2) Bien qu'une provision comptable pour ristournes soit comptabilisée de façon trimestrielle aux fins de la préparation des états financiers cumulés du Mouvement Desjardins, le montant annuel de ristournes est établi au début de l'année suivante, et ce, au terme du processus de projet de partage des excédents de chacune des caisses. Le ratio serait de 28,7 % au 30 septembre 2009. Soulignons que la provision de 2009 inclut un ajustement à la hausse de 29 millions de dollars relativement aux ristournes de 2008. En excluant cet ajustement, le ratio s'établirait à 25,2 %.

Monique F. Leroux, FCA, FCMA
Présidente et chef de la direction du Mouvement des caisses Desjardins

Raymond Laurin, CA
Premier vice-président Finances, Trésorerie et chef de la direction financière du Mouvement des caisses Desjardins

Le 13 novembre 2009

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PRÉVISIONNELS

Le présent rapport peut contenir des énoncés prévisionnels sur les activités et les stratégies du Mouvement des caisses Desjardins. Ces énoncés prévisionnels se reconnaissent habituellement par l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « anticiper » et « pouvoir », des verbes conjugués au futur et au conditionnel ainsi que des mots et expressions comparables. De par leur nature même, les énoncés prévisionnels comportent des hypothèses, des incertitudes et des risques d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que ces prédictions, projections ou autres énoncés prévisionnels, en raison de plusieurs facteurs, ne se matérialisent pas ou s'avèrent inexacts. Divers facteurs importants peuvent influencer sur la justesse des énoncés prévisionnels mentionnés dans ce rapport, notamment les changements d'ordre législatif ou réglementaire, l'évolution de la conjoncture économique, y compris l'incidence de la volatilité des marchés financiers actuels qui entraîne un manque de liquidités dans divers marchés, notamment celui du papier commercial adossé à des actifs (nouveaux billets), les variations des taux d'intérêt et des cours de change, les politiques monétaires et fiscales, les dépenses de consommation, la demande de crédit, le comportement d'épargne des particuliers, le taux de chômage, les échanges commerciaux entre le Québec et les États-Unis, les changements technologiques, l'effet de la vive concurrence dans un marché fortement perméable à la mondialisation, l'aptitude à concevoir de nouveaux produits et services et à les lancer sur le marché en temps opportun, la capacité de recueillir une information complète et exacte de notre clientèle et ses contreparties, les procédures judiciaires ou réglementaires, l'aptitude à réaliser et à intégrer des acquisitions et des alliances stratégiques, l'incidence d'éventuels conflits internationaux, y compris le terrorisme, ou de catastrophes naturelles, la capacité du Mouvement de mettre en œuvre sa réorganisation structurelle avec succès, la capacité de recruter et de conserver des dirigeants clés et l'aptitude de la direction à prévoir et à gérer les risques des facteurs qui précèdent.

Il importe de souligner que la liste des facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs énumérés ci-dessus n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient avoir un impact défavorable sur les résultats. Bien que le Mouvement Desjardins soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prévisionnels sont raisonnables, il ne peut assurer et se tenir garant que ces attentes se révéleront exactes. Le Mouvement Desjardins déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prévisionnels pour prendre des décisions.

Le Mouvement Desjardins ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, verbaux ou écrits, qui peuvent être faits à l'occasion par lui ou en son nom, à l'exception de ce qui est exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables. Les énoncés prévisionnels contenus dans le présent rapport ont pour objectif d'aider nos membres à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion intermédiaire porte sur la situation financière et les résultats d'exploitation du Mouvement des caisses Desjardins. Il a été préparé conformément aux règlements en vigueur des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur l'obligation d'information continue (réf. : 51-102). Le Rapport de gestion intermédiaire est daté du 13 novembre 2009 et il est basé sur les états financiers cumulés trimestriels non vérifiés du Mouvement Desjardins pour les neuf premiers mois de 2009.

Le Rapport de gestion intermédiaire doit être lu avec les états financiers cumulés trimestriels non vérifiés du Mouvement des caisses Desjardins. Les états financiers cumulés trimestriels non vérifiés du Mouvement sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Tous les montants paraissant au rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les données des trimestres antérieurs ont été reclassées afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009. Il n'y a pas eu d'éléments inhabituels qui ont eu une incidence sur les résultats des neuf premiers mois de 2009 et de 2008, autres que ceux mentionnés dans le Message de la direction sous la rubrique « Éléments particuliers ». Il n'y a pas eu d'acquisition d'entreprises au cours de ces périodes.

Des renseignements additionnels sur le Mouvement des caisses Desjardins et ses composantes sont disponibles sur les sites Internet de SEDAR à l'adresse www.sedar.com (sous le profil de Capital Desjardins inc.) et www.desjardins.com.

REVUE GÉNÉRALE DU MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS

VISION GLOBALE

Données financières choisies du Mouvement des caisses Desjardins⁽¹⁾

(non vérifiées)

(en millions de dollars et en pourcentage)

Résultats d'exploitation	Pour les trois mois terminés les 30 septembre		Pour les neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Revenu total	3 070 \$	2 010 \$	8 087 \$	6 644 \$
Provisions pour pertes sur créances	80	65	185	155
Sinistres, prestations, rentes et variations des provisions d'assurance	1 216	579	2 985	2 179
Frais autres que d'intérêt	1 220	1 145	3 716	3 543
Excédents après impôts et avant ristournes aux membres	378	149	833	554
Provision pour ristournes aux membres	133	10	239	304
Ratios clés				
Rendement des capitaux propres	14,4 %	6,2 %	10,9 %	7,8 %
Ratio de productivité Mouvement ⁽²⁾	65,8	80,0	72,8	79,4
Ristournes/excédents ⁽⁴⁾	35,2	6,7	28,7	54,9
Ratio du capital de première catégorie – BRI ⁽³⁾	14,94	14,15	14,94	14,15
Ratio du capital total – BRI ⁽³⁾	14,94	13,45	14,94	13,45

Situation financière	30 septembre 2009	31 décembre 2008
Total de l'actif	163 213 \$	152 298 \$
Actif moyen	161 540	149 676
Prêts	108 494	104 462
Capitaux propres moyens	10 434	9 569
Dépôts et débiteures subordonnées	107 179	102 184

(1) Excluant les caisses et les fédérations du Manitoba et de l'Acadie.

(2) Établi en considérant les frais autres que d'intérêt sur le revenu total du Mouvement, déduction faite des frais de sinistres et prestations d'assurance.

(3) Banque des règlements internationaux.

(4) Sur une base annuelle. Soulignons que la provision pour ristournes aux membres de 2009 inclut un ajustement à la hausse de 29 millions de dollars relativement aux ristournes de 2008, soit le même montant d'ajustement qu'il y a un an. En excluant cet ajustement, le ratio s'établirait à 25,2 % au cours des neuf premiers mois de 2009 par rapport à 49,6 % un an plus tôt.

Présentation de l'information financière

Rappelons que le 14 mai 2009, le Mouvement Desjardins a annoncé une nouvelle structure organisationnelle à l'échelle du Mouvement, tel qu'il a été défini précédemment dans le Message de la direction, qui comprendra quatre grands secteurs d'affaires. Le Mouvement Desjardins est à effectuer divers travaux en vue de mettre en œuvre sa réorganisation structurelle et prévoit dans le futur présenter son information financière selon cette nouvelle structure.

Le Mouvement des caisses Desjardins fait état de son information sectorielle selon quatre grands secteurs d'activité auxquels s'ajoute une catégorie « Autres », qui comprend les ajustements de consolidation attribuables à l'ensemble des composantes et qui présente, depuis le premier trimestre de 2009, les sociétés créées spécifiquement pour la détention des titres de PCAA rachetés par le Mouvement Desjardins. Ces sociétés étaient auparavant incluses dans le secteur Particuliers et entreprises. Notons également que depuis le deuxième trimestre de 2009, l'ensemble des titres de PCAA détenus par le Mouvement a été regroupé dans le secteur « Autres » à la suite de la vente de ces titres dans des entités nouvellement créées. Les données des trimestres antérieurs ont été reclassées afin de les rendre conformes à ce nouveau mode de présentation.

Particuliers et entreprises : Ce secteur regroupe principalement le réseau des caisses du Québec et de l'Ontario, la Caisse centrale Desjardins, le Fonds de sécurité Desjardins, Capital Desjardins, la Fiducie Desjardins, MM Trust I, MM Trust II, la Fédération des caisses populaires de l'Ontario ainsi que la Fédération des caisses Desjardins du Québec. Tel qu'il a été mentionné au paragraphe précédent, la société mère des PCAACO, soit 9186-8034 Québec inc., est présentée dans la catégorie « Autres » depuis le premier trimestre de 2009.

Assurance de personnes : Ce secteur correspond aux activités de Desjardins Sécurité financière.

Assurance de dommages : Ce secteur présente les activités de Desjardins Groupe d'assurances générales.

Valeurs mobilières, gestion d'actifs et capital de risque : Ce secteur regroupe les activités des Valeurs mobilières Desjardins, de Desjardins Gestion d'actifs et de Desjardins Capital de risque.

Apport aux excédents cumulés par secteur d'activité

(non vérifié)
(en millions de dollars)

	Pour les trois mois terminés les 30 septembre		Pour les neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Particuliers et entreprises	260 \$	197 \$	617 \$	636 \$
Assurance de personnes ⁽¹⁾	65	20	147	110
Assurance de dommages	32	25	67	38
Valeurs mobilières, gestion d'actifs et capital de risque	13	(7)	23	(10)
Autres ⁽²⁾	8	(86)	(21)	(220)
Excédents après impôts et avant ristournes aux membres	378 \$	149 \$	833 \$	554 \$

(1) Cet apport diffère des résultats propres de la filiale puisqu'il tient compte d'ajustements de consolidation.

(2) Les résultats financiers du secteur « Autres » regroupent également, depuis le premier trimestre de 2009, les sociétés créées spécifiquement pour la détention des titres de PCAA rachetés par le Mouvement Desjardins qui étaient auparavant incluses dans le secteur Particuliers et entreprises. De plus, depuis le deuxième trimestre de 2009, l'ensemble des titres de PCAA détenus par le Mouvement a été regroupé dans le secteur « Autres » à la suite de la vente de ces titres dans des entités nouvellement créées, tel qu'il a été mentionné précédemment. Les données des trimestres antérieurs ont été reclassées afin de les rendre conformes à ce nouveau mode de présentation.

Le détail par poste est présenté à la note 15 des états financiers cumulés trimestriels non vérifiés du Mouvement des caisses Desjardins.

ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULÉS

Comparaison des troisièmes trimestres de 2009 et de 2008

Le Mouvement des caisses Desjardins a annoncé des excédents cumulés avant ristournes aux membres de 378 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009 comparativement à 149 millions de dollars au trimestre correspondant de 2008. Le rendement des capitaux propres, soit les excédents avant ristournes aux membres sur les capitaux propres moyens, s'établit à 14,4 % pour le troisième trimestre de 2009, par rapport à 6,2 % un an plus tôt.

La performance financière du troisième trimestre a bénéficié d'une hausse significative des revenus de négociation, et ce, en dépit de la baisse des taux d'intérêt, qui a exercé une pression sur le revenu net d'intérêt des caisses affectant du même coup leur rentabilité. Le trimestre présente aussi de bons résultats pour les activités d'assurance, particulièrement celles de la filiale d'assurance de personnes, et pour les activités de valeurs mobilières, de même que d'une croissance du volume d'affaires.

Sur le plan des revenus, le revenu total atteint 3 070 millions de dollars au terme du troisième trimestre de 2009, une hausse de 1 060 millions de dollars ou de 52,7 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le revenu net d'intérêt s'établit à 958 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, soit une hausse de 76 millions de dollars ou de 8,6 % par rapport au même trimestre de l'année dernière, et ce, en raison notamment de la gestion de l'appariement qui a su anticiper correctement les fluctuations du marché au cours du trimestre. Les primes nettes s'élèvent à 1 102 millions de dollars, soit un niveau stable comparativement à celles du troisième trimestre de 2008.

Les autres revenus se chiffrent à 1 010 millions de dollars comparativement à 17 millions de dollars au trimestre correspondant de 2008. Cette progression significative provient de l'augmentation de 943 millions de dollars des revenus de négociation et de 146 millions de dollars des revenus sur les titres disponibles à la vente résultant de l'amélioration des marchés. Des revenus de négociation, un montant de 726 millions de dollars provient de la filiale d'assurance de personnes et a été contrebalancé par une augmentation de 669 millions de dollars de la dépense des frais de sinistres, prestations, rentes et variations des provisions d'assurance de ce secteur. Soulignons que la hausse des revenus sur les titres disponibles à la vente provient principalement du secteur Particuliers et entreprises.

Desjardins continue de présenter un portefeuille de prêts d'excellente qualité avec un ratio de prêts douteux bruts sur le portefeuille de prêts bruts de 0,46 %. Pour ce qui est de la dépense de provisions pour pertes sur créances, elle s'élève à 80 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, par rapport à 65 millions de dollars un an plus tôt.

Les charges liées aux sinistres, prestations, rentes et variations des provisions d'assurance totalisent 1 216 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 637 millions de dollars ou 110,0 % par rapport au troisième trimestre de 2008. Soulignons qu'une grande partie de cette hausse s'explique par une augmentation équivalente des revenus de placement de la filiale d'assurance de personnes, tel que mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se chiffrent à 1 220 millions de dollars, une hausse de 75 millions de dollars ou de 6,6 % par rapport au trimestre correspondant de 2008. Une grande partie de cette augmentation découle de l'augmentation des salaires et des avantages sociaux reliée à l'indexation annuelle des salaires. Les résultats cumulés du troisième trimestre de 2009 incluent également une charge de 37 millions de dollars au titre d'indemnités de départ, d'honoraires professionnels, de dépréciation d'actifs et autres, qui est présentée au poste « Frais de restructuration ».

Le ratio de productivité est établi en faisant le rapport entre les frais autres que d'intérêt et le revenu total du Mouvement Desjardins, déduction faite des frais de sinistres et prestations d'assurance. Ce ratio s'établit à 65,8 % au terme du troisième trimestre de 2009, par rapport à 80,0 % au trimestre correspondant de 2008. Par ailleurs, diverses initiatives ont été entreprises en vue d'améliorer la productivité, dont la mise en place de la nouvelle structure organisationnelle du Mouvement Desjardins.

Comparaison des neuf premiers mois de 2009 et de 2008

Le Mouvement des caisses Desjardins déclare des excédents cumulés avant ristournes aux membres de 833 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 554 millions de dollars à la période correspondante de 2008. Le rendement des capitaux propres s'élève à 10,9 % par rapport à 7,8 % un an plus tôt.

La rentabilité des neuf premiers mois de 2009 a bénéficié de l'amélioration des conditions de marché, créant un effet positif sur les revenus de négociation et les revenus sur les titres disponibles à la vente ainsi qu'une dévaluation moindre du portefeuille de billets restructurés de PCAA que celle enregistrée à la période équivalente de 2008. En effet, un montant de 68 millions de dollars a été comptabilisé au cours des neuf premiers mois de 2009 à titre de variation à la baisse de la juste valeur de l'ensemble des portefeuilles de billets restructurés de PCAA et de radiation d'un titre de PCAA exclu du moratoire de l'Entente de Montréal, alors qu'une dévaluation de 292 millions de dollars avait été comptabilisée à la période correspondante de 2008. Soulignons également une performance financière à la hausse dans le domaine des assurances ainsi que dans les activités de valeurs mobilières. Pour sa part, le réseau des caisses présente un recul de 33,9 % de ses excédents, lesquels sont passés de 570 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2008 à 377 millions de dollars à la même période de 2009, et ce, principalement à cause de la baisse des taux d'intérêt qui a eu une incidence négative sur le revenu net d'intérêt.

Le Mouvement Desjardins procède, trimestriellement, à une estimation la plus juste possible du montant qui sera comptabilisé en vue du versement des ristournes aux membres des caisses au terme de l'année financière, estimation basée sur les perspectives d'excédents du réseau des caisses. Ainsi, pour les neuf premiers mois de 2009, la provision pour ristournes aux membres comptabilisée est de 239 millions de dollars, contre 304 millions il y a un an. Soulignons que la provision de 2009 inclut un ajustement à la hausse de 29 millions de dollars relativement aux ristournes de 2008.

Le revenu total du Mouvement se chiffre 8 087 millions de dollars au terme des neuf premiers mois de 2009, une augmentation de 1 443 millions de dollars ou de 21,7 % par rapport à la même période il y a un an.

Le revenu net d'intérêt, pour sa part, s'établit à 2 581 millions de dollars, une progression de 43 millions de dollars ou de 1,7 % comparativement à la période correspondante de 2008. Les primes nettes se sont accrues de 61 millions de dollars ou de 2,0 %, grâce à une bonne croissance des primes d'assurance, particulièrement au niveau de la filiale d'assurance de personnes. Les autres revenus ont crû de 1 339 millions de dollars en raison de l'augmentation de 1 167 millions de dollars des revenus de négociation et de 289 millions de dollars des revenus sur les titres disponibles à la vente résultant de l'amélioration des marchés. Des revenus de négociation, un montant de 868 millions de dollars provient de la filiale d'assurance de personnes et a été contrebalancé par une augmentation de 795 millions de dollars de la dépense des frais de sinistres, prestations, rentes et variations des provisions d'assurance de ce secteur. Les autres revenus ont bénéficié d'une dévaluation moindre de 224 millions de dollars du portefeuille des billets restructurés de PCAA, que celle enregistrée à la période équivalente de 2008. Ce poste a aussi profité de la hausse de 23 millions de dollars ou de 7,6 % des revenus de commissions sur prêts et cartes de crédit. Pour ce qui est des revenus provenant des services de courtage, de fonds de placement et de fiducie, ils ont diminué de 66 millions de dollars ou de 13,7 % en raison principalement de la volatilité des marchés.

Desjardins continue de présenter une excellente qualité de son portefeuille de prêts et ce, bien que la dépense de provisions pour pertes sur créances ait augmenté pour totaliser 185 millions de dollars par rapport à 155 millions de dollars un an auparavant.

La charge liée aux sinistres, prestations, rentes et variations des provisions d'assurance atteint 2 985 millions de dollars au terme des neuf premiers mois de 2009, soit une hausse de 806 millions de dollars ou de 37,0 % par rapport à un an plus tôt. Rappelons qu'une bonne partie de cette hausse s'explique par une augmentation équivalente des revenus de placement de la filiale d'assurance de personnes, tel qu'expliqué précédemment.

Les frais autres que d'intérêt s'élèvent, quant à eux, à 3 716 millions de dollars, une hausse de 173 millions de dollars ou de 4,9 % par rapport aux neuf premiers mois de 2008. Plus de 46 % de cette hausse découle de l'augmentation des salaires et des avantages sociaux en raison, notamment, de l'indexation annuelle des salaires. Soulignons qu'une charge de 65 millions de dollars au titre d'indemnités de départ, d'honoraires professionnels, de dépréciation d'actifs et autres est comprise dans les résultats cumulés des neuf premiers mois de 2009. Rappelons également que les frais autres que d'intérêt de l'année dernière incluaient une radiation de frais reportés de 25 millions de dollars liés à des développements technologiques.

Le ratio de productivité est établi en faisant le rapport entre les frais autres que d'intérêt et le revenu total du Mouvement Desjardins, déduction faite des frais de sinistres et prestations d'assurance. Ce ratio atteint 72,8 % au terme des neuf premiers mois de 2009, une amélioration par rapport au ratio de 79,4 % à la même période en 2008. Rappelons que diverses initiatives ont été entreprises en vue d'améliorer la productivité, dont la mise en place de la nouvelle structure organisationnelle du Mouvement Desjardins, annoncée en mai dernier.

S SECTEURS D'ACTIVITÉ

PARTICULIERS ET ENTREPRISES

Les excédents avant ristournes aux membres du secteur Particuliers et entreprises s'élevèrent à 260 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, ce qui représente une augmentation de 63 millions de dollars ou de 32,0 % par rapport au trimestre correspondant de 2008.

Rappelons que depuis le premier trimestre de 2009, les sociétés créées spécifiquement pour la détention des titres de PCAA rachetés par le Mouvement Desjardins, auparavant regroupées dans le secteur Particuliers et entreprises, sont maintenant présentées dans le secteur Autres. Les données des trimestres antérieurs ont été reclassées afin de les rendre conformes à ce nouveau mode de présentation.

Au terme des neuf premiers mois de 2009, les excédents avant ristournes aux membres de ce secteur s'établissent à 617 millions de dollars, en diminution de 19 millions de dollars ou de 3,0 % sur la même période un an plus tôt, en raison notamment des résultats financiers à la baisse du réseau des caisses. On note néanmoins une rentabilité à la hausse au niveau de la Caisse centrale Desjardins (CCD), tel qu'il est mentionné subséquemment.

Le revenu total du secteur Particuliers et entreprises se chiffre à 3 905 millions de dollars au terme des neuf premiers mois, soit une hausse de 122 millions de dollars ou de 3,2 % par rapport à la période correspondante un an auparavant. Le revenu net d'intérêt s'établit à 2 613 millions de dollars, une augmentation de 25 millions de dollars ou de 1,0 %. Notons que le réseau des caisses a connu une croissance de son volume d'affaires, ce qui a eu une incidence favorable sur le revenu net d'intérêt, celle-ci a cependant été atténuée par l'effet des taux d'intérêt.

Les autres revenus atteignent 1 292 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009, une hausse de 97 millions de dollars ou de 8,1 % par rapport à la période correspondante de 2008. Tel qu'expliqué précédemment, ce poste a été favorisé par l'augmentation de 150 millions de dollars des revenus de négociation et de 84 millions de dollars des revenus sur les titres disponibles à la vente découlant de l'amélioration des marchés. Ce poste a également bénéficié de la progression de 23 millions de dollars ou de 7,5 % des revenus liés aux activités de cartes de crédit. Toutefois, la hausse des autres revenus a été amoindrie, entre autres, par la diminution de 29 millions de dollars ou de 11,0 % des revenus provenant des services de courtage, de fonds de placement et de fiducie.

La dépense de provisions pour pertes sur créances imputée aux résultats des neuf premiers mois de 2009 s'établit à 184 millions de dollars, par rapport à 155 millions de dollars à la période correspondante il y a un an.

Les frais autres que d'intérêt totalisent 2 877 millions de dollars, une augmentation de 137 millions de dollars ou de 5,0 % comparativement aux neuf premiers mois de 2008. Une forte proportion de cette hausse découle de l'augmentation des salaires et des avantages sociaux en raison notamment de l'indexation annuelle des salaires. Rappelons qu'une radiation de frais reportés de 25 millions de dollars liés à des développements technologiques avait été comptabilisée au cours des neuf premiers mois de 2008.

Par ailleurs, le revenu net de la CCD s'élève à 33,3 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, portant le revenu net cumulatif des neuf premiers mois de 2009 à 116,5 millions de dollars, une progression de 107,7 millions de dollars comparativement à la même période en 2008. Rappelons que les résultats du troisième trimestre de 2008 avaient été affectés par la crise financière qui sévissait sur les marchés financiers mondiaux. Ainsi, la CCD avait dû comptabiliser une baisse de valeur durable de 78,3 millions de dollars sur des obligations adossées à des actifs financiers. N'eût été de cet élément ponctuel, le revenu net serait tout de même en hausse de 46,9 millions de dollars sur celui de l'an dernier. Cette excellente performance est attribuable à tous les secteurs d'activité, notamment au secteur Trésorerie Mouvement qui présente des revenus supérieurs de 122,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009 comparativement à la même période en 2008, en grande partie grâce aux activités de négociation et à la gestion de l'appariement du bilan et des actifs liquides. Quant à la contribution que la CCD a apportée au secteur Particuliers et entreprises, elle s'élève à 111 millions de dollars, comparativement à 8 millions de dollars en 2008.

ASSURANCE DE PERSONNES

Ce secteur regroupe les activités de Desjardins Sécurité financière (DSF). Pour le troisième trimestre de 2009, l'apport de DSF aux résultats cumulés du Mouvement des caisses Desjardins s'établit à 65 millions de dollars comparativement à 20 millions de dollars en 2008. Le bénéfice net atteint 67,6 millions de dollars, comparativement à 16,4 millions de dollars pour le trimestre équivalent de 2008. Le rendement de l'avoir de l'actionnaire se situe à 33,8 %. Les revenus de primes d'assurance s'élevèrent à 682,4 millions de dollars tandis que ceux des primes de rentes atteignent 129,3 millions de dollars. Les revenus de placements et autres revenus représentent 474,3 millions de dollars. L'actif sous gestion et sous administration se chiffre à 21,9 milliards de dollars.

Au terme des neuf premiers mois de 2009, DSF a enregistré un bénéfice net de 150,9 millions de dollars, comparativement à 112,0 millions de dollars pour la même période de 2008. Quant au rendement de l'avoir de l'actionnaire, il s'établit à 26,3 % et compte parmi les meilleurs de l'industrie des services financiers. Son apport aux résultats cumulatifs du Mouvement s'établit à 146,5 millions de dollars, par rapport à 109,8 millions de dollars en 2008.

DSF continue d'afficher une forte solidité financière et bénéficie d'une excellente capitalisation.

Les revenus de primes d'assurance pour les neuf premiers mois de 2009 continuent d'augmenter et s'élevèrent à 2 027,3 millions de dollars, alors qu'ils totalisaient 1 987,0 millions de dollars pour la même période l'année dernière. Ce résultat représente une croissance de 2,0 %. Sur le total de ces revenus de primes, 33,6 % proviennent de l'extérieur du Québec. Les nouvelles ventes d'assurance se chiffrent à 159,9 millions de dollars.

En assurance collective, le volume de primes provenant des groupes et entreprises atteint 1 226,2 millions de dollars, une augmentation de 9,7 millions de dollars par rapport au résultat de la période correspondante de 2008. Les ventes totalisent

126,7 millions de dollars. Quant aux primes liées aux régimes offerts par l'entremise des institutions financières, dont les caisses Desjardins, et plus particulièrement à l'assurance crédit, elles s'élèvent à 424,4 millions de dollars, en hausse de 16,9 millions de dollars comparativement à la même période en 2008.

En assurance individuelle, les nouvelles ventes réalisées par l'intermédiaire du réseau des centres financiers SFL, de Desjardins Sécurité financière Réseau indépendant de même que par les conseillers en sécurité financière attirés des caisses Desjardins totalisent 33,2 millions de dollars par rapport à 30,9 millions de dollars en 2008, une augmentation de 7,4 %. Les primes brutes s'élèvent à 376,8 millions de dollars, c'est-à-dire 13,7 millions de dollars de plus qu'en 2008.

En épargne, les ventes globales s'établissent à 1 260,3 millions de dollars. En épargne individuelle, le total des ventes s'élève à 725,4 millions de dollars, en hausse de 485,4 millions de dollars par rapport à 2008. En épargne-retraite collective, les ventes atteignent 309,4 millions de dollars. Les ventes de fonds communs de placement se chiffrent à 225,5 millions de dollars.

ASSURANCE DE DOMMAGES

L'apport de Desjardins Groupe d'assurances générales (DGAG) aux résultats du Mouvement au troisième trimestre de 2009 s'élève à 32 millions de dollars comparativement à 25 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2008. La sinistralité automobile est comparable à celle du même trimestre l'année dernière. Cependant, toutes les filiales ont connu une hausse de leur sinistralité habitation en raison des mauvaises conditions climatiques au mois de juillet. Les revenus de primes ont augmenté pour toutes les bannières du groupe. L'augmentation de 3,3 % des primes brutes souscrites, qui sont passées de 362,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2008 à 374,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, est principalement le résultat de la croissance en assurance habitation. Quant aux revenus de placement, ils se chiffrent à 26,4 millions de dollars comparativement à 6,6 millions de dollars au troisième trimestre de 2008.

Au terme des neuf premiers mois de 2009, l'apport cumulatif aux résultats du Mouvement s'établit à 67 millions de dollars, par rapport à 38 millions de dollars en 2008. Le rendement des capitaux propres de DGAG s'élève à 17,1 % comparativement à 11,7 % à pareille date l'année dernière. Cette performance est principalement causée par une sinistralité favorable en automobile et une amélioration des résultats en assurance habitation. Les conditions climatiques favorables du premier semestre et une diminution de la fréquence des sinistres en automobile au Québec continuent d'avoir des effets positifs sur les ratios de sinistralité.

L'augmentation du rendement s'explique aussi par la hausse des revenus de placement. Ces derniers se sont chiffrés à 68,9 millions de dollars depuis le début de 2009, comparativement à 43,0 millions de dollars pour 2008. Cette année, les taux d'intérêt à la baisse et la diminution des écarts de crédit ont eu pour effet de faire augmenter la valeur des obligations et le remaniement du portefeuille effectué au premier trimestre a permis de matérialiser des gains sur dispositions d'obligations.

Le ratio des frais d'exploitation est en légère augmentation sur l'an dernier, mais se compare toujours avantageusement à celui de l'industrie.

La capitalisation de DGAG dépasse largement les exigences réglementaires puisque les profits de 2009 et la hausse significative de la valeur des placements en actions ont bonifié les capitaux propres.

VALEURS MOBILIÈRES, GESTION D'ACTIFS ET CAPITAL DE RISQUE

Le secteur Valeurs mobilières, gestion d'actifs et capital de risque a enregistré globalement un bénéfice net de 13 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, par rapport à une perte nette de 7 millions de dollars au trimestre correspondant de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2009, ce secteur affiche un bénéfice net de 23 millions de dollars, contre une perte nette de 10 millions de dollars un an plus tôt. Cette performance financière à la hausse a été favorisée par la reprise graduelle des marchés.

Les Valeurs mobilières Desjardins (VMD) ont enregistré un bénéfice net de 10,3 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, comparativement à une perte nette de 6,3 millions de dollars un an plus tôt, portant le bénéfice cumulatif à 19,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009, par rapport à une perte nette de 10,6 millions de dollars un an plus tôt. Cette rentabilité à la hausse provient, notamment, de la solide performance du Groupe revenus fixe dont les revenus de 81,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009 ont été bonifiés grâce, entre autres, à la participation à 100 nouvelles émissions obligataires en 2009, comparativement à 55 en 2008 ainsi qu'à la forte croissance des revenus de négociation qui ont enregistré une progression de l'ordre de 50 millions de dollars sur la période correspondante de 2008. Soulignons qu'au cours du troisième trimestre de 2009, le Groupe revenus fixe est intervenu avec succès comme chef de file de l'émission de 500 millions de dollars de la Caisse centrale Desjardins. Le secteur Courtage en ligne a également poursuivi sa croissance, affichant des revenus de l'ordre de 44 millions de dollars, en hausse de 14,9 % par rapport à la même période de l'an passé. Le secteur du Courtage de plein exercice a, pour sa part, connu son meilleur trimestre de 2009, en générant 35,2 millions de dollars de revenus, portant ainsi le cumulatif à 100,9 millions de dollars depuis le début de l'année. Le secteur a connu une croissance de ses actifs sous gestion de 1 milliard de dollars au cours du troisième trimestre, ce qui les porte à 15,6 milliards de dollars.

Desjardins Gestion d'actifs (DGA) a entrepris en 2008, en raison de la crise financière qui sévissait, un programme de désinvestissement des placements sous-jacents aux produits structurés, dont l'impact se fait pleinement sentir en 2009. Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, DGA affiche une perte nette de 0,6 million de dollars, comparativement à un bénéfice net de 3 millions de dollars pour le même trimestre en 2008. Pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2009, le bénéfice net est de 0,1 million de dollars, alors qu'il s'établissait à 9,5 millions de dollars au cours de la période correspondante en 2008. L'encours des actifs sous gestion a subi une réduction de 11 % par rapport à la même période l'an dernier. Cette baisse est essentiellement liée à la diminution du portefeuille de prêts de titres ainsi que de celui des fonds de couverture. Par conséquent, les revenus de gestion sont à la baisse de plus de 30 millions de dollars comparativement à 2008. Cependant, la gestion prudente des dépenses a contribué à diminuer en partie cette perte de revenus importante. Tout en maintenant une stratégie de développement ciblée, DGA a su réduire ses dépenses de 35 % par rapport à 2008. Bien que la poursuite des activités de désinvestissement contribue toujours à la diminution graduelle des actifs sous gestion depuis le début de l'année, la reprise graduelle des marchés a favorisé un accroissement des actifs en valeurs mobilières qui a largement compensé la perte depuis le début de l'année. Au 30 septembre 2009, le total des actifs sous gestion s'établissait à 39,7 milliards de dollars, contre 38,4 milliards de dollars au 31 décembre 2008.

Desjardins Capital de risque (DCR) affiche un bénéfice net de 1 million pour le troisième trimestre de 2009, soit un bénéfice net équivalent à celui généré au trimestre correspondant de 2008, ce qui porte le bénéfice net cumulatif à 2 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à un bénéfice net cumulatif de 4 millions de dollars pour la même période de 2008. Cette diminution du bénéfice net provient essentiellement de la réduction des revenus causée par une baisse du pourcentage d'honoraires de gestion générés par le principal fonds gérés par la société, tel que prévu à la convention de gestion.

Quant aux fonds d'investissement du Mouvement Desjardins gérés par DCR, ils ont engendré pour le troisième trimestre de 2009 un bénéfice net de 4 millions de dollars comparativement à une perte nette de 6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'an dernier, ce qui permet de présenter des produits équivalents aux charges pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à une perte nette cumulative de 15 millions de dollars pour cette même période en 2008. Ces résultats s'expliquent principalement par la valeur de certains investissements dans des sociétés publiques qui a fluctué de façon importante en raison de l'évolution de leur cote boursière ainsi que par des pertes qui avaient été subies en 2008 sur certains investissements privés.

AUTRES

Enfin, tel qu'il a été mentionné précédemment, le secteur Autres inclut également, depuis le premier trimestre de 2009, le déficit des sociétés créées spécifiquement pour la détention des titres de PCAA rachetés par le Mouvement Desjardins et qui étaient auparavant regroupées dans le secteur Particuliers et entreprises. De plus, rappelons que depuis le deuxième trimestre de 2009, l'ensemble des titres de PCAA détenus par le Mouvement a été regroupé dans le secteur Autres à la suite de la vente de ces titres dans des entités nouvellement créées. Ce secteur a enregistré un bénéfice net de 8 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 par rapport à une perte nette de 86 millions de dollars il y a un an, et ce, en raison principalement d'une variation à la hausse de 11 millions de dollars après impôts de la juste valeur du portefeuille de billets restructurés de PCAA. Au terme des neuf premiers mois de 2009, la perte nette est de 21 millions de dollars comparativement à 220 millions de dollars un an plus tôt. Soulignons que ces résultats sont touchés principalement par une variation de la juste valeur du portefeuille de billets restructurés de PCAA et par la radiation d'un titre de PCAA exclu du moratoire de l'Entente de Montréal.

De plus, les résultats cumulés du Mouvement incluent également différents ajustements de consolidation non reflétés dans les résultats des différents secteurs d'activité dont, notamment, l'ajustement de la charge liée aux avantages sociaux futurs qui est en hausse de 3 millions de dollars après impôts par rapport à celle des neuf premiers mois de 2008. Ce dernier ajustement découle principalement de l'actualisation de certaines hypothèses actuarielles.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS

QUALITÉ DU CRÉDIT

Au 30 septembre 2009, l'encours des prêts douteux bruts se chiffrait à 499 millions de dollars, en hausse de 77 millions de dollars depuis le 31 décembre 2008. Cette augmentation est attribuable aux prêts aux entreprises et aux prêts hypothécaires résidentiels. Le ratio des prêts douteux bruts, en pourcentage du portefeuille total de prêts bruts, s'établissait à 0,46 % au 30 septembre 2009, comparativement à 0,40 % au 31 décembre 2008.

La charge de provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 185 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009, soit une hausse de 30 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2008. Cette augmentation résulte d'une hausse des mauvaises créances constatée dans les portefeuilles de cartes de crédit.

Les provisions spécifiques, totalisant 138 millions de dollars, permettaient d'obtenir un taux de couverture spécifique de 27,7 %, alors qu'il était de 30,8 % au 31 décembre 2008. La provision générale atteignait 695 millions de dollars au 30 septembre 2009, soit un montant équivalent aux 696 millions de dollars au 31 décembre 2008.

Des informations sur la gestion du risque de crédit sont présentées subséquemment à la section « Gestion des risques ».

PRÊTS DOUTEUX PAR CATÉGORIE D'EMPRUNTEUR

(non vérifiés)	Au 30 septembre 2009			Au 31 décembre 2008	
	Prêts bruts	Prêts douteux bruts	Provisions spécifiques pour pertes sur créances	Prêts douteux nets	Prêts douteux nets
<i>(en millions de dollars et en pourcentage)</i>					
Hypothécaires résidentiels	63 472 \$	139 \$	10 \$	129 \$	96 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	20 194	88	34	54	52
Aux entreprises et aux gouvernements	25 661	272	94	178	144
Total	109 327 \$	499 \$	138 \$	361 \$	292 \$
En pourcentage des prêts bruts		0,46 %		0,33 %	0,28 %
Taux de couverture spécifique ⁽¹⁾					
Détaillé comme suit :					
Hypothécaires résidentiels				7,2 %	10,3 %
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers				38,6	38,1
Aux entreprises et aux gouvernements				34,6	37,7
Taux global de couverture spécifique				27,7 %	30,8 %

(1) Établi en divisant la somme des provisions spécifiques prises pour chacun des prêts douteux par le solde total des prêts douteux bruts.

GESTION DU BILAN

Actif total : Au 30 septembre 2009, l'actif total du Mouvement Desjardins se chiffrait à 163,2 milliards de dollars, en hausse de 7,2 % ou de 10,9 milliards de dollars depuis la fin de 2008. La croissance du Mouvement est demeurée soutenue au cours du troisième trimestre à la faveur d'une amélioration du climat économique, notamment du secteur de l'habitation.

Encaisse et valeurs mobilières : Au 30 septembre 2009, le total de l'encaisse et des valeurs mobilières du Mouvement s'élevait à 35,0 milliards de dollars, comparativement à 30,7 milliards de dollars au 31 décembre 2008, soit une augmentation importante de 13,9 % ou de 4,3 milliards de dollars. Pour plus de détails sur l'évolution des liquidités, se référer à la section subséquente « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Activités de financement : Au terme du troisième trimestre de 2009, l'encours du portefeuille de prêts du Mouvement Desjardins, net de la provision cumulative pour pertes sur créances, a affiché une croissance de 3,9 % ou de 4,0 milliards de dollars depuis la fin de 2008, pour totaliser 108,5 milliards de dollars au 30 septembre 2009. Les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers sont les seuls responsables de cette progression des activités de crédit du Mouvement, puisque les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont enregistré une diminution durant cette période.

Par exemple, les prêts hypothécaires résidentiels ont crû de 3,9 % ou de 2,4 milliards de dollars depuis le début de 2009, pour atteindre 63,5 milliards de dollars au 30 septembre 2009. Malgré un volume de 837 millions de dollars qui a fait l'objet de titrisation pendant cette période, il s'agit d'une solide progression qui est redevable au dynamisme dont fait preuve le Mouvement dans le domaine de l'habitation au Québec et en Ontario. Il a su profiter de l'amélioration du secteur de l'habitation au cours du troisième

trimestre dans ces deux provinces, et ce, autant sur le plan du crédit pour la construction de logements neufs que sur celui de la revente de maisons existantes. Avec une part de marché de près de 40,0 % sur le territoire québécois, il est sans conteste un acteur de premier plan dans le financement domiciliaire.

Quant aux prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers, leur encours a bondi de 11,4 % ou de 2,1 milliards de dollars depuis le 31 décembre 2008, pour s'établir à 20,2 milliards de dollars au 30 septembre 2009. La grande popularité de la marge Atout et de la carte VISA Desjardins n'est pas étrangère à cette robuste performance du Mouvement Desjardins au cours du troisième trimestre. Cependant, dans le domaine du financement aux entreprises et aux gouvernements, le Mouvement a vu son portefeuille de prêts en cours reculer de 1,6 % ou de 425 millions de dollars pendant la même période, pour totaliser 25,7 milliards de dollars au 30 septembre 2009.

PRÊTS PAR CATÉGORIE D'EMPRUNTEUR				
(non vérifiés)				
	Au 30 septembre 2009		Au 31 décembre 2008	
<i>(en millions de dollars et en pourcentage)</i>				
Hypothécaires résidentiels	63 472 \$	58,1 %	61 081 \$	58,0 %
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	20 194	18,5	18 121	17,2
Aux entreprises	25 661	23,4	26 086	24,8
	109 327 \$	100,0 %	105 288 \$	100,0 %
Provision cumulative pour pertes sur créances	(833)	-	(826)	-
	108 494 \$	-	104 462 \$	-
Prêts garantis par des gouvernements et d'autres organismes publics et parapublics inclus ci-dessus	28 438 \$	-	27 211 \$	-

Dépôts : Au 30 septembre 2009, l'encours de dépôts du Mouvement se chiffrait à 105,9 milliards de dollars, en hausse de 4,4 % ou de 4,5 milliards de dollars depuis la fin de 2008. Plus particulièrement, du côté de la collecte d'épargne auprès des particuliers, qui constitue la principale source de financement pour financer l'expansion (elle accaparait 70,2 % du passif-dépôts à la fin du trimestre), elle a crû de 3,3 % ou de 2,4 milliards de dollars durant la même période, pour atteindre un volume de 74,3 milliards de dollars au 30 septembre 2009. Les dépôts des entreprises et des gouvernements, quant à eux, ont affiché une augmentation relativement rapide de 9,4 % ou de 2,0 milliards de dollars, pour totaliser 23,5 milliards de dollars à la même date. Enfin, l'épargne des institutions de dépôts et autres, comme les émissions de titres sur les marchés financiers, a progressé de seulement 0,6 % ou de 44 millions de dollars depuis le 31 décembre 2008, pour s'établir à 8,0 milliards de dollars.

DÉPÔTS				
(non vérifiés)				
	Au 30 septembre 2009		Au 31 décembre 2008	
<i>(en millions de dollars et en pourcentage)</i>				
Particuliers	74 336 \$	70,2 %	71 958 \$	70,9 %
Entreprises et gouvernements	23 540	22,2	21 512	21,2
Institutions de dépôts et autres	8 010	7,6	7 966	7,9
	105 886 \$	100,0 %	101 436 \$	100,0 %

Produits d'épargne hors bilan : Le redressement de l'activité boursière au Canada s'est poursuivi au cours du troisième trimestre de 2009. Par exemple, l'indice S&P/TSX de la Bourse de Toronto a crû de 9,8 % pendant cette période, même qu'il a fait un bond impressionnant de 50,6 % depuis le creux du 9 mars dernier. Le Mouvement Desjardins est très actif au Québec et en Ontario dans la vente de produits d'épargne dits hors bilan, comme les fonds de placement et le courtage en valeurs mobilières. Il a affiché d'excellents résultats dans ce domaine au 30 septembre 2009. Par exemple, l'actif administré ou sous gestion des fonds de placement et des valeurs mobilières a progressé de 20,3 % ou de 6,4 milliards de dollars par rapport au 31 décembre 2008, pour atteindre un volume de 37,8 milliards de dollars.

GESTION DU CAPITAL ET COTES DE CRÉDIT

Les ratios de fonds propres du Mouvement Desjardins sont calculés selon la Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base à l'intention des coopératives de services financiers, émise par l'Autorité des marchés financiers du Québec (l'Autorité). Ce nouveau cadre réglementaire, qui s'applique depuis le premier trimestre 2009, est en majeure partie inspiré du dispositif révisé de la convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres (Bâle II) édicté par la Banque des règlements internationaux (BRI). À cet égard, l'Autorité a récemment accordé au Mouvement Desjardins son agrément relatif à l'approche de notation interne avancée pour le risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts de la clientèle de détail – particuliers. Quant aux autres expositions de crédit et au risque de marché, ils sont évalués selon une approche standardisée, alors que le risque opérationnel est calculé à partir de l'approche « indicateur de base ». Les nouvelles méthodes ont eu un effet principalement sur le calcul des actifs pondérés en fonction du risque. Toutefois, le calcul des fonds propres n'a pas été modifié de façon significative.

L'objectif du Mouvement des caisses Desjardins en matière de gestion du capital est d'assurer le maintien de fonds propres suffisants et de qualité afin de se donner une marge de manœuvre pour son développement, de maintenir une cote de crédit avantageuse et de garder la confiance de ses déposants et des marchés financiers.

Desjardins compte parmi les institutions financières les mieux capitalisées du Canada : ses ratios de capitaux de première catégorie et total, évalués sous le nouveau cadre réglementaire (Bâle II), atteignaient tous les deux 14,94 % au 30 septembre 2009. Au 30 septembre 2008, ces ratios, évalués sous l'ancien cadre réglementaire (Bâle I), atteignaient respectivement 14,15 % et 13,45 %. Le Mouvement Desjardins jouit donc toujours d'une excellente capitalisation, son ratio de capital de première catégorie se situant au-dessus de son objectif de 13 % et à un niveau de plus de 300 points de base au-dessus de la médiane des grandes banques canadiennes.

Au troisième trimestre, le réseau des caisses Desjardins a procédé à l'émission de 252 millions de dollars de parts permanentes, prises en compte dans le capital de première catégorie. Cette émission se poursuivra au cours des prochains trimestres.

FONDS PROPRES ET RATIOS DE CAPITAL**(non vérifiés)***(en millions de dollars et en pourcentage)*

Au 30 septembre 2009

Fonds propres de première catégorie	
Parts de capital admissibles	1 208 \$
Réserves	8 214
Excédents non répartis (déficit)	554
Participations minoritaires	42
Écart d'acquisition	(123)
Pertes cumulatives non réalisées sur titres disponibles à la vente (nettes d'impôts)	----
Autres déductions ⁽¹⁾	(264)
Total des fonds propres de première catégorie	9 631
Fonds propres de deuxième catégorie	
Débitures subordonnées	1 300
Provision générale admissible	392
Autres titres admissibles	76
Autres déductions ⁽¹⁾	(1 768)
Total des fonds propres de deuxième catégorie	----
Total des fonds propres	9 631 \$
Ratios de capital	
Ratios du capital de première catégorie	14,94 %
Ratios du capital total	14,94 %

(1) Comprend le déficit de provision relatif à l'approche de notation interne, les investissements dans les filiales non consolidées ainsi que dans les sociétés affiliées.

Au cours des neuf premiers mois de 2009, les cotes de crédit de la Caisse centrale Desjardins, reflétant la solidité financière du Mouvement Desjardins et de son réseau des caisses, n'ont pas changé par rapport à celles énoncées à la page 85 du Rapport annuel de 2008 du Mouvement Desjardins. Les agences de notation ont d'ailleurs fait mention de la forte capitalisation du Mouvement, son excellent niveau de liquidités, sa grande dominance à l'intérieur de ses marchés locaux et la grande qualité de ses actifs.

ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES

Au 30 septembre 2009 (non vérifiés)	Approche notation interne		Approche standardisée		Total		
	Exposi- tions ⁽¹⁾	Actifs pondérés en fonction des risques	Exposi- tions ⁽¹⁾	Actifs pondérés en fonction des risques	Exposi- tions ⁽¹⁾	Actifs pondérés en fonction des risques	Taux de pondération moyen des risques (%)
<i>(en millions de dollars et en pourcentage)</i>							
Emprunteurs souverains	--- \$	--- \$	9 048 \$	--- \$	9 048 \$	--- \$	0 %
Institutions financières	---	---	8 358	1 670	8 358	1 670	20
Entreprises	---	---	30 154	22 415	30 154	22 415	74
Prêts hypothécaires	41 081	4 649	1 860	461	42 941	5 110	12
Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles	22 122	5 757	---	---	22 122	5 757	26
Autres expositions sur la clientèle de détail	27 936	3 767	5 070	3 181	33 006	6 948	21
Titrisation	---	---	1 567	722	1 567	722	46
Actions	---	---	568	568	568	568	100
Portefeuille de négociation	---	---	1 753	412	1 753	412	24
Autres actifs ⁽²⁾	---	---	---	---	10 412	2 950	28
Facteur scalaire ⁽³⁾	---	850	---	---	---	850	---
Total du risque de crédit	91 139 \$	15 023 \$	58 378 \$	29 429 \$	159 929 \$	47 402 \$	
Risque de marché				1 951		1 951	
Risque opérationnel ⁽⁴⁾						9 716	
Ajustement transitoire en fonction du seuil ⁽⁵⁾						5 398	
Total des actifs pondérés en fonction des risques	91 139 \$	15 023 \$	58 378 \$	31 380 \$	159 929 \$	64 467 \$	

(1) Exposition nette, après atténuation du risque de crédit (déduction faite des provisions spécifiques sous l'approche standard mais non sous l'approche avancée, conformément à la ligne directrice de l'Autorité).

(2) Les autres actifs sont évalués à l'aide d'une méthode autre que les méthodes standardisées ou de notation interne.

(3) Le facteur scalaire correspond à un calibrage de 6 % des actifs à risque évalués selon l'approche avancée pour les expositions de crédit, en conformité avec la section 1.3 de la ligne directrice de l'Autorité.

(4) L'approche « indicateur de base » a été utilisée pour évaluer le risque opérationnel.

(5) Tel que prescrit à la section 1.6 de la ligne directrice de l'Autorité.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La situation de trésorerie et les sources de financement du Mouvement Desjardins sont traitées à la page 88 du Rapport annuel de 2008 du Mouvement Desjardins.

L'encaisse et les valeurs mobilières ont atteint 35,0 milliards de dollars, soit 4,3 milliards de plus qu'à la fin de 2008. Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières sur l'actif total se chiffre donc à 21,4 % à la fin de septembre 2009, par rapport à 20,2 % à la fin de décembre 2008. Rappelons que les liquidités sont déterminées par la somme des valeurs mobilières, de l'encaisse et des dépôts auprès des institutions financières. Les valeurs mobilières sont constituées en grande partie de valeurs émises par les gouvernements et les corps publics.

Au cours du troisième trimestre, la vague d'optimisme amorcée au cours de l'année s'est amplifiée. Le retour de la confiance des consommateurs, l'amélioration du marché de l'immobilier et la hausse des marchés boursiers sont autant d'indicateurs qui nous permettent d'envisager sérieusement un rétablissement de l'économie. Par contre, la relance demeure extrêmement fragile. Les conditions de crédit sont toujours difficiles et, au Canada, la hausse prolongée du dollar pourrait sérieusement affecter le rétablissement de l'économie. Le contexte économique et financier actuel pousse les principales banques centrales à retarder un resserrement de leur politique monétaire qui pourrait être appliqué vers la fin du second trimestre de 2010.

Au cours des derniers mois, les écarts de financement court terme et corporatifs ont diminué. Les taux obligataires ont été légèrement en hausse malgré une certaine volatilité. Les marchés demeurent sceptiques quant à la force de la reprise économique. Les prochains mois seront de bons indicateurs du comportement à prévoir sur les marchés en 2010. Nous demeurons convaincus que la hausse des taux observée récemment ne durera pas et que vraisemblablement, les hausses de taux ne se produiront pas avant le deuxième trimestre de 2010.

Le bilan combiné des caisses a atteint sa cible d'appariement neutre au cours du dernier trimestre. Le revenu net d'intérêt s'est redressé, grâce à une hausse des taux d'intérêt à long terme principalement, et à l'amélioration des marges d'intermédiation de certains produits.

La Caisse centrale Desjardins (CCD) n'a pas participé au programme de titrisation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) au cours du troisième trimestre. Les besoins en réinvestissement sont actuellement élevés et croissants. Par contre, l'achat d'hypothèques a été important au cours du trimestre, permettant à la CCD d'accumuler un large volume. L'inventaire actuel permet d'envisager une participation au programme de la SCHL lors de l'émission de décembre 2009.

Tel qu'il est mentionné dans la section « Événements d'importance », la CCD a annoncé le 10 septembre 2009 une émission de 500 millions de dollars canadiens de billets de dépôt à moyen terme à taux flottant, divisée en deux tranches de 250 millions de dollars échéant en 2011 et en 2012. Cette émission de billets était la première à être effectuée par la Caisse centrale en vertu de son prospectus simplifié préalable de base, daté du 14 mars 2008, qui permet l'émission de billets d'une valeur maximale de 5 milliards de dollars. Cette émission est la troisième du Mouvement Desjardins sur le marché canadien depuis le début de l'année 2009. Rappelons, qu'au mois de mars et mai 2009, Capital Desjardins a émis deux billets de premier rang de 500 millions de dollars canadiens (dette subordonnée) rachetables respectivement le 1^{er} avril 2014 et le 1^{er} juin 2016.

Au cours du troisième trimestre de 2009, le dollar canadien a continué de s'apprécier par rapport à la devise américaine, clôturant à 1,0690. La bonne performance des marchés boursiers et des commodités ainsi que des signes positifs provenant de l'économie mondiale ont été des facteurs importants associés à la vigueur du dollar canadien au cours du trimestre. Le huard a oscillé entre 1,0590 et 1,1724, poursuivant ainsi son ascension qui s'est amorcée à la mi-mars 2009. En termes annuels, le dollar canadien a affiché une performance stable, passant de 1,0627 au 30 septembre 2008 à 1,0690 à la fin du troisième trimestre de 2009. Cependant, au cours de cette même période, la volatilité a été très importante, le dollar canadien tombant à 1,3066 au pire de la crise en mars 2009.

FLUX DE TRÉSORERIE CUMULÉS

Comparaison des troisièmes trimestres de 2009 et de 2008

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'élevèrent à (38) millions de dollars par rapport à 3 113 millions de dollars un an auparavant. Cette diminution de 3 151 millions de dollars provient principalement d'une variation à la baisse de 4 141 millions de dollars des titres de négociation atténuée par des variations à la hausse de 604 millions de dollars des provisions techniques et connexes et de 382 millions de dollars des autres actifs et passifs d'exploitation.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement s'élevèrent à 2 126 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, par rapport à (1 978) millions de dollars il y a un an. Cette hausse de 4 104 millions de dollars est surtout causée par une variation nette positive des engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert de 3 458 millions de dollars et par la hausse des engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat de 708 millions de dollars.

Quant aux flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement, ils totalisent (2 426) millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, en comparaison de (1 221) millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2008. Cette augmentation de 1 205 millions de dollars est principalement attribuable à des hausses de 1 319 millions de dollars des produits tirés des échéances de titres disponibles à la vente, de 1 127 millions de dollars des valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente et de 811 millions de dollars des produits tirés de la vente de titres disponibles à la vente, contrebalancées par une variation nette négative de 1 266 millions de dollars des prêts et une baisse des achats de titres disponibles à la vente de 1 161 millions de dollars.

Comparaison des neuf premiers mois de 2009 et de 2008

Pour les neuf premiers mois de 2009, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation totalisent (781) millions de dollars, par rapport à 2 562 millions de dollars à la même période en 2008. Cette diminution de 3 343 millions de dollars des flux découle principalement d'une variation négative des titres de négociation de 5 837 millions de dollars, atténuée par des écarts positifs de 753 millions de dollars de la variation nette des provisions techniques et connexes, de 675 millions de dollars des autres actifs et passifs d'exploitation et de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de 665 millions de dollars.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se chiffrent à 8 767 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 4 715 millions de dollars un an auparavant. Cette progression de 4 052 millions de dollars s'explique principalement par une hausse de 4 722 millions de dollars de la variation nette des engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert, de même que par une variation positive de 1 041 millions de dollars des émissions des titres d'emprunt et de débentures subordonnées, compensées par des écarts négatifs de 669 millions de dollars des remboursements de titres d'emprunt et de débentures subordonnées, de 538 millions de dollars de la variation nette des dépôts et de 392 millions de dollars des engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat.

Quant aux flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement, ils s'établissent à (8 455) millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2009, en comparaison de (7 632) millions de dollars pour la période correspondante de 2008, soit une hausse de 823 millions de dollars. Cet écart est attribuable à une hausse de 5 003 millions de dollars des produits tirés des échéances de titres disponibles à la vente ainsi que par un écart positif de 4 063 millions de dollars des valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente, neutralisées par une baisse de 4 780 millions de dollars des achats de titres disponibles à la vente et une variation nette négative de 3 641 millions de dollars des prêts.

ÉLÉMENTS HORS BILAN

Dans le cours normal de ses opérations, le Mouvement des caisses Desjardins contracte différents engagements hors bilan. Cela inclut les biens administrés et sous gestion pour le compte de membres et de clients, les instruments de crédit, la titrisation, les engagements contractuels et les actifs financiers reçus en garantie, qui sont décrits aux pages 89 à 91 du Rapport annuel de 2008. Il n'y a pas eu de changements importants à ces éléments hors bilan au 30 septembre 2009, outre les opérations de titrisation de prêts hypothécaires de 837 millions de dollars garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement au cours des neuf premiers mois de 2009.

GESTION DES RISQUES

Le Mouvement, dans le cours normal de ses activités, est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. L'objectif du Mouvement en matière de gestion des risques est de favoriser l'optimisation du rapport risque-rendement à l'intérieur de limites définies, en appliquant des stratégies, des politiques ainsi que des processus de gestion et de contrôle des risques intégrés à l'ensemble des activités de l'organisation. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2009, les politiques et les pratiques du Mouvement des caisses Desjardins en matière de gestion des risques n'ont pas changé par rapport aux énoncés des pages 91 à 97 du Rapport annuel de 2008.

L'approche de gestion des risques du Mouvement repose sur des principes favorisant la responsabilité des entités et des unités à l'égard des résultats cumulés et de la qualité de gestion des risques, ainsi qu'un rôle de premier plan pour le conseil d'administration de toutes les filiales de Desjardins dans le suivi des risques et des résultats obtenus par celles-ci. Plusieurs comités appuient le conseil d'administration et la direction de chaque filiale dans l'exercice de leurs responsabilités en matière de gestion des risques.

Risque de contrepartie et d'émetteur

Sur l'ensemble des portefeuilles de valeurs mobilières détenues par le Mouvement, environ 70 % sont des titres émis ou garantis par des entités publiques ou parapubliques. Les portefeuilles sont concentrés chez des émetteurs et des contreparties canadiennes de très grande qualité.

La première vice-présidence Gestion intégrée des risques du Mouvement détermine les montants maximums d'exposition par contrepartie et par émetteur à partir de critères quantitatifs et qualitatifs. Ces limites sont par la suite approuvées par le Comité de gestion Finances et Risques Mouvement et allouées aux différentes composantes en fonction de leurs besoins en placement.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de variation de la juste valeur d'instruments financiers provenant d'une fluctuation des paramètres affectant cette valeur, notamment les taux d'intérêt, les taux de change et leur volatilité.

Le Mouvement est principalement exposé au risque de marché en raison du risque de taux d'intérêt découlant de ses activités traditionnelles de financement et de collecte d'épargne. Il est également exposé à ce risque en raison de ses activités de négociation. Les composantes et le Mouvement ont adopté des politiques décrivant les principes, les limites et les mécanismes applicables à la gestion du risque de marché.

Gestion du risque de taux d'intérêt

Le Mouvement est exposé au risque de taux d'intérêt qui correspond aux répercussions éventuelles des fluctuations de taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres.

Une gestion dynamique et prudente est exercée pour atteindre l'objectif d'optimiser le revenu net d'intérêt, tout en minimisant l'incidence défavorable des mouvements de taux d'intérêt. Les politiques élaborées décrivent les principes, les limites et les mécanismes applicables à la gestion de ce risque. L'utilisation de simulations permet de mesurer l'effet de différentes variables sur l'évolution du revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres. Les hypothèses alimentant les simulations sont fondées sur l'analyse des données historiques et sur l'impact de différents contextes de taux d'intérêt sur l'évolution de ces données. Ces hypothèses touchent l'évolution de la structure du bilan cumulé, du comportement des membres et de la tarification par le comité de gestion de l'actif et du passif du Mouvement (le comité actif-passif). Ce dernier a la responsabilité d'analyser et d'entériner la stratégie d'appariement globale dans le respect des paramètres définis par les politiques de gestion du risque de taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente l'impact potentiel, sur le portefeuille autre que celui de négociation, d'une augmentation et d'une diminution immédiates et soutenues de 100 points de base des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres.

Sensibilité aux taux d'intérêt (avant impôts)

Au 30 septembre 2009

(non vérifiée)

(en millions de dollars)

Impact sur la valeur économique des capitaux propres d'une augmentation du taux d'intérêt de 100 points de base	(56) \$
Impact sur la valeur économique des capitaux propres d'une diminution du taux d'intérêt de 100 points de base	80

L'ampleur du risque de taux dépend de l'écart entre les flux monétaires d'actif, de passif et d'instruments financiers hors bilan. La situation présentée reflète la position à cette date, laquelle peut évoluer en fonction du comportement des membres, du contexte de taux d'intérêt et des stratégies entérinées par le comité actif-passif.

Gestion du risque de marché lié aux activités de négociation – valeur à risque

La gestion du risque de marché des portefeuilles de négociation est effectuée quotidiennement et encadrée par une politique spécifique à cet effet.

Le principal outil servant à mesurer le risque de marché des portefeuilles de négociation est la « Valeur à risque » (VaR). La VaR constitue une estimation de la perte potentielle sur un certain intervalle de temps et selon un niveau de confiance donné.

Quotidiennement, une VaR Monte Carlo avec un niveau de confiance de 99 % est calculée pour les portefeuilles de négociation, et ce, pour un horizon de détention d'un jour. Il est donc raisonnable d'anticiper une perte excédant la VaR une fois tous les 100 jours. Le calcul de la VaR se fait à partir de données historiques sur un intervalle d'un an.

Le tableau suivant présente la VaR globale des activités de négociation du Mouvement par catégories de risque ainsi que l'effet de diversification qui représente la différence entre la VaR globale et la somme des VaR des différentes catégories de risque. Le risque de prix des actions, le risque de taux d'intérêt et le risque de change représentent les trois catégories de risque auxquelles est exposé le Mouvement. La définition du portefeuille de négociation répond aux différents critères définis dans l'Accord de Bâle.

VaR par catégories de risque (portefeuille de négociation)

(non vérifiée)

(en millions de dollars)

	Au 30 septembre 2009	Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009			Au 30 juin 2009	Pour le trimestre terminé le 30 juin 2009
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	1,1	0,9	1,3	0,5	1,0	0,7
Change	0,1	0,2	0,6	---	0,1	0,1
Taux d'intérêt	4,4	3,8	4,9	2,7	4,3	4,5
Effet de diversification ⁽¹⁾	(1,3)	(1,1)	S.O. ⁽²⁾	S.O. ⁽²⁾	(1,3)	(1,0)
VaR globale	4,3	3,7	4,7	2,7	4,1	4,3

(1) La réduction du risque liée à la diversification, soit la différence entre la somme des VaR des différents risques de marché et la VaR globale.

(2) Sans objet : le haut et le bas des différentes catégories de risque de marché peuvent se rapporter à différentes dates.

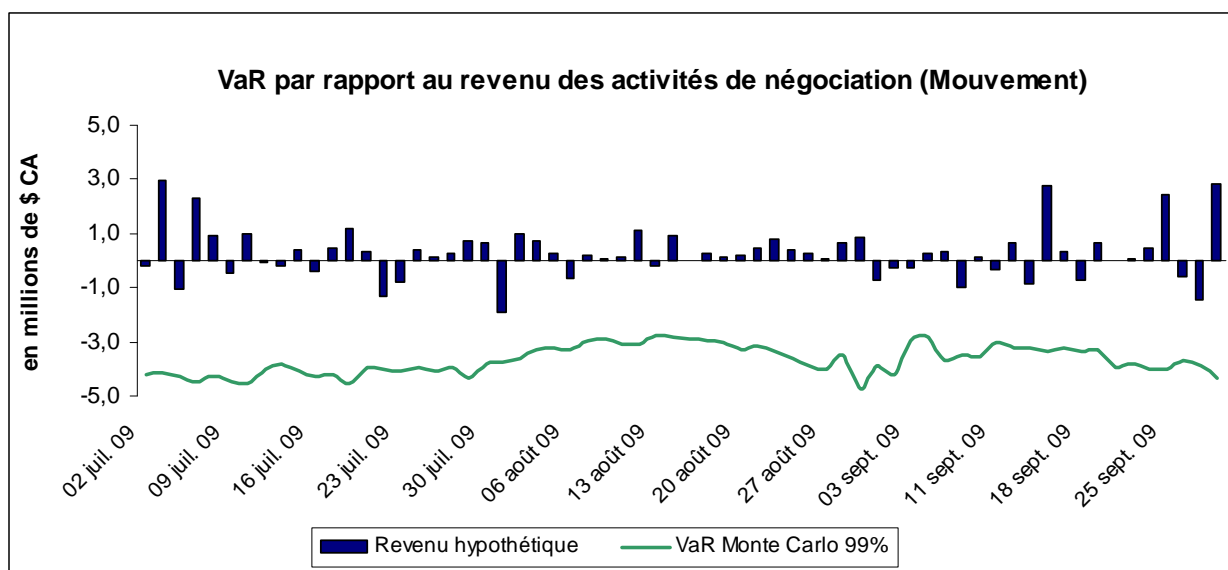
Au 30 septembre 2009, la VaR globale était de 4,3 millions de dollars, la VaR liée aux taux d'intérêt étant la composante la plus importante. Cette VaR globale était supérieure à sa moyenne trimestrielle de 3,7 millions de dollars, mais équivalente à son niveau du 30 juin 2009. L'atténuation du risque liée à la diversification était de 1,3 million de dollars au 30 septembre 2009.

Contrôle ex-post

Afin de valider le modèle de VaR utilisé, un contrôle ex-post est effectué, soit la comparaison quotidienne de la VaR avec le profit ou la perte (ci-après appelé « P&P ») des portefeuilles du Mouvement.

Le Mouvement effectue quotidiennement un contrôle ex-post avec un P&P hypothétique sur ses portefeuilles de négociation. Le P&P hypothétique est calculé en établissant la différence de valeur attribuable aux changements dans les conditions de marché entre deux jours consécutifs. La composition des portefeuilles entre ces deux jours demeure statique.

Le graphique ci-après représente l'évolution de la VaR des activités de négociation ainsi que les revenus liés à ces activités. Au cours du dernier trimestre les pertes n'ont, en aucun cas, dépassé la VaR.



INFORMATION ADDITIONNELLE LIÉE À L'EXPOSITION À CERTAINS RISQUES

Afin d'aider les utilisateurs externes à mieux évaluer l'exposition du Mouvement aux risques liés à la situation actuelle du marché, ce dernier a décidé de s'inspirer des meilleures pratiques promues par le Forum sur la stabilité financière (FSF). Rappelons qu'en avril 2008, un rapport a été émis par le FSF à la suite d'une demande des ministres du G7 et des gouverneurs des banques centrales.

Ces meilleures pratiques consistent en la communication d'informations plus étoffées sur les risques liés aux instruments financiers qui sont davantage à risque du point de vue des marchés. Notons que certaines des informations sont déjà incluses dans le rapport de gestion aux rubriques « Gestion des risques » et « Éléments hors bilan ».

Le Mouvement s'est inspiré de ces recommandations afin de fournir les informations additionnelles suivantes au 30 septembre 2009 :

Risques liés aux prêts à risque sur créances hypothécaires résidentielles et de catégorie Alt-A

Dans le cadre de ses opérations, le Mouvement s'expose aux risques de crédit liés aux créances hypothécaires résidentielles à risques (définies comme des prêts octroyés à des emprunteurs présentant un profil de risque de crédit élevé) et aux prêts hypothécaires de catégorie Alt-A (définis comme des prêts octroyés à des emprunteurs qui ne possèdent pas la documentation standard sur les revenus). Toutefois, l'exposition du Mouvement est inférieure à 2 millions de dollars pour les créances hypothécaires résidentielles à risque tandis qu'elle s'établit à 64 millions de dollars pour les prêts hypothécaires de catégorie Alt-A. Les créances hypothécaires résidentielles à risques et les prêts hypothécaires de catégorie Alt-A sont inscrits au bilan cumulé comme des prêts évalués au coût après amortissement. Au 30 septembre 2009, le total des prêts à risques sur créances hypothécaires résidentielles et de catégorie Alt-A représentait moins de 0,1 % du total de l'actif du Mouvement.

Structures de financement à levier

L'exposition à des structures de financement à levier (définies comme des prêts accordés aux grandes sociétés et à des sociétés de financement dont la cote de crédit se situe entre BB+ et D et dont le niveau d'endettement est très élevé comparativement aux autres sociétés évoluant dans la même industrie) s'élève à 74 millions de dollars. Cette exposition prend la forme d'engagements déboursés et non déboursés. Notons que les structures de financement à levier sont généralement utilisées pour réaliser un objectif précis, par exemple effectuer une acquisition, une prise de contrôle ou un rachat d'actions. Les structures de financement à levier sont inscrites au bilan cumulé comme des prêts et créances et celles-ci totalisaient moins de 0,1 % du total de l'actif du Mouvement.

Titres adossés à des créances avec flux groupés

La juste valeur des titres adossés à des créances avec flux groupés s'élevait à 141 millions de dollars (notionnel de 157 millions de dollars). Aucun des titres détenus n'est directement adossé à des créances hypothécaires résidentielles à risques. Ceux-ci sont présentés dans le bilan cumulé comme des titres disponibles à la vente ainsi que des titres de négociation.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Au niveau des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, la juste valeur et le montant en capital s'élevaient respectivement à 340 millions de dollars et 361 millions de dollars. Ces titres sont présentés dans le bilan cumulé comme des titres de négociation.

Titres adossés à des actifs financiers

La juste valeur et le notionnel des titres adossés à des actifs financiers s'établissaient à 194 millions de dollars et 226 millions de dollars respectivement. Ces titres sont présentés dans le bilan cumulé comme des titres disponibles à la vente ainsi que des titres de négociation.

Portefeuille de swaps sur défaillance de crédit

Des swaps sur première défaillance de crédit et des swaps sur défaillance de crédit (titres adossés à des créances avec flux groupés) avec des contreparties ont été effectués. Au 30 septembre 2009, la juste valeur négative de ces swaps s'élevait à 77 millions de dollars (notionnel de 161 millions de dollars). Ces swaps sont présentés dans le bilan cumulé comme des instruments financiers dérivés.

Portefeuille de swaps sur rendement total

Les justes valeurs positive et négative des swaps sur rendement total, en excluant ceux réalisés dans le cadre de l'activité de titrisation, s'élevaient à 9 millions de dollars et 7 millions de dollars respectivement (notionnel de 404 millions de dollars). Les swaps sur rendement total sont présentés dans le bilan cumulé comme des instruments financiers dérivés.

Biens administrés et biens sous gestion

Le Mouvement fait partie des grands fiduciaires et gestionnaires de patrimoine au Canada. Les biens administrés et les biens sous gestion sont composés essentiellement d'avoirs financiers sous forme de fonds de placement provenant principalement de particuliers, de titres en garde et d'actifs accumulés par des caisses de retraite; ils n'appartiennent donc pas au Mouvement, mais plutôt à ses membres et à ses clients. Ces biens sont décrits à la section « Éléments hors bilan ».

Titrisation

Le Mouvement participe au Programme des titres hypothécaires du Canada de la *Loi nationale sur l'habitation*. Ces opérations impliquent l'utilisation d'arrangements hors bilan avec des structures d'accueil. La structure d'accueil utilisée par le Mouvement est la Fiducie du Canada pour l'habitation mise en place par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu du

Programme des Obligations hypothécaires du Canada. Ces arrangements sont décrits à la section « Éléments hors bilan » et à la note 7 des états financiers cumulés trimestriels.

Structures d'accueil

Dans le cours normal de ses affaires, le Mouvement se livre à diverses opérations financières avec des structures d'accueil. Ces dernières sont habituellement créées dans un but unique et distinct, leur durée de vie est souvent limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante, qui peut être un de nos clients ou notre organisation. Les structures d'accueil ne sont pas des entités en exploitation et elles n'ont généralement aucun effectif. En vertu des principes comptables généralement reconnus, les structures d'accueil peuvent être comptabilisées ou non au bilan cumulé.

Les détails concernant les expositions à des structures d'accueil significatives sont fournis dans le tableau suivant :

Exposition significative à des structures d'accueil

Au 30 septembre 2009

Non vérifiée

(en millions de dollars)

	Exposition du Mouvement	Actif total des structures d'accueil ⁽¹⁾
Structures d'accueil non consolidées		
Fiducies de billets à terme adossés à des actifs non bancaires canadiens assujettis au plan de restructuration de l'Entente de Montréal ⁽²⁾	2 435 \$	16 833 \$
Autres fiducies de papier commercial adossé à des actifs bancaire et non bancaire	31	5 922
Fonds de placement privés liés aux produits à capital garanti et autres activités ⁽³⁾	195	522
Structures d'accueil consolidées		
Fonds de couverture privés liés aux produits à capital garanti et autres activités ⁽³⁾	79	156
Desjardins Credit Union Inc.	147	1 483

⁽¹⁾ L'actif total de la structure d'accueil divulgué correspond à la donnée la plus récente obtenue par la direction du Mouvement. Pour les fonds de placement et de couverture liés aux produits structurés à capital garanti, le montant présenté correspond à l'actif net de la structure.

⁽²⁾ Se référer à la section « Éléments particuliers, impact du papier commercial adossé à des actifs – nouveaux billets » du présent rapport de gestion. Le montant indiqué est composé de la facilité de financement de marge de 1 193 millions de dollars et de la juste valeur des nouveaux billets de 1 242 millions de dollars.

⁽³⁾ Aux fins de présentation, les investissements croisés entre les fonds de placement et de couverture n'ont pas été éliminés.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

CONVENTIONS COMPTABLES CRITIQUES ET ESTIMATIONS

Les principales conventions comptables utilisées par le Mouvement Desjardins sont décrites à la note 1 du Rapport annuel de 2008, aux pages 124 à 126 ou, lorsque possible, à même les notes aux états financiers dans le but de faciliter leur compréhension. Certaines de ces conventions revêtent une importance particulière quant à la présentation de la situation financière et des résultats d'exploitation du Mouvement des caisses Desjardins, du fait que la direction doit formuler des hypothèses et des estimations dont certaines pourraient avoir trait à des incertitudes. Les pages 101 à 103 du Rapport annuel de 2008 fournissent des explications sur ces conventions comptables. Aucun changement significatif n'a été apporté à ces hypothèses et estimations au cours des neuf premiers mois de 2009.

MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les nouvelles normes comptables adoptées en 2009 ainsi que les modifications futures de conventions comptables à adopter sont décrites aux notes 2 et 3 des états financiers cumulés trimestriels non vérifiés du Mouvement des caisses Desjardins.

De plus, en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les normes internationales d'information financière (IFRS) en 2011. Ainsi, le Mouvement et ses entités, qui ont une obligation publique de rendre des comptes, adopteront les normes IFRS le 1^{er} janvier 2011.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, le Mouvement a poursuivi l'analyse des incidences comptables de la conversion aux normes IFRS et de ses conséquences sur ses activités commerciales, ses systèmes d'information, ses processus et ses activités de gestion du changement. Ces analyses ont permis au Mouvement d'entreprendre la conception et la réalisation des travaux de mise en œuvre nécessaires à l'adoption des normes IFRS. Le Mouvement prévoit publier un sommaire des principales différences entre ses conventions comptables actuelles et celles qui devraient être appliquées conformément aux normes IFRS dans son Rapport annuel de 2009.

Toutefois, compte tenu de l'évolution des normes IFRS et de la non-disponibilité de certaines données de marché, le Mouvement n'est pas en mesure à ce stade-ci de se prononcer sur l'incidence financière qu'aura la transition aux normes IFRS sur son bilan et sur ses résultats d'exploitation courants.

D'ici à la transition, le Mouvement surveillera l'évolution des normes IFRS et ajustera, au besoin, son plan de transition. Les progrès réalisés jusqu'à présent sont conformes à l'échéancier établi.

Nous invitons le lecteur à se reporter à la page 103 du Rapport annuel de 2008 du Mouvement afin de prendre connaissance des éléments clés de son plan de transition.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

L'économie mondiale ainsi que les marchés financiers se remettent graduellement d'une période de fortes turbulences. Le rétablissement a été favorisé par une politique monétaire expansionniste, des interventions non conventionnelles et par les ambitieux plans de relance des gouvernements. L'amélioration des indicateurs économiques à l'échelle du globe indique que la récession serait terminée presque partout. Plusieurs pays développés, notamment les États-Unis, renouent avec la croissance au troisième trimestre alors que la France, l'Allemagne et le Japon sont sortis de la récession depuis le printemps. L'enthousiasme est revenu sur les marchés financiers. Les tensions ont diminué de sorte que les primes de risque sont pratiquement revenues à la normale. Les marchés boursiers poursuivent leur remontée. Aux États-Unis, le S&P 500 affiche un gain d'environ 60 % par rapport au creux atteint en mars et de 20 % depuis le début de l'année. La Bourse canadienne a augmenté de 27 % depuis janvier, notamment en raison de la hausse des prix du pétrole. Ceux-ci ont franchi la barre des 80 \$US pour la première fois depuis un an lors de la séance du 20 octobre. Les perspectives économiques mondiales plus favorables et la faiblesse du billet vert expliquent cette remontée.

La reprise qui s'amorce aux États-Unis ne repose pas sur des bases solides. Le programme visant à stimuler les ventes de véhicules neufs au cours de l'été et le crédit d'impôt de 8 000 \$ accordé à l'achat d'une première maison ont permis à certaines statistiques d'effectuer un rebond temporaire. Les pertes d'emplois qui continuent de s'accumuler limiteront la contribution des ménages à court terme. Même si la récession est terminée, la croissance s'annonce assez faible d'ici la fin de 2009. La détérioration des finances publiques préoccupe de plus en plus les investisseurs, ce qui exerce une pression à la baisse sur le dollar américain.

Au Canada, le huard s'est fortement apprécié depuis quelques semaines. Le sentiment négatif à l'égard du billet vert jumelé à la hausse des prix du pétrole ont même permis au dollar canadien de frôler 0,98 \$US au cours de la journée du 14 octobre. La devise s'est repliée à près de 0,95 \$US lorsque la Banque du Canada a réitéré son intention de maintenir les taux directeurs inchangés jusqu'à la mi-2010. La parité n'est pas exclue d'ici la fin de l'année dans la mesure où les prix de l'énergie augmentent davantage. Néanmoins, le niveau déjà élevé du dollar freinera la reprise qui s'enclenchera d'ici la fin de l'année au Canada.

L'économie du Québec effectue présentement un virage qui devrait mettre un terme à la récession. Après avoir amorcé une baisse en novembre 2008, le PIB réel a affiché sa première hausse en juin (+0,5 %). Le troisième trimestre devrait s'avérer légèrement positif puisque la consommation est revenue en territoire positif grâce à la remontée de la confiance des ménages. Le marché immobilier a affiché une vigueur surprenante et les ventes de maisons ont même récupéré tout le terrain perdu pendant la récession. L'Ontario semble également renouer avec la croissance. La production automobile augmente, le marché du travail s'améliore et la construction résidentielle sort de sa torpeur.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS DU MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS

Résultats cumulés

(non vérifiés, par trimestre, en millions de dollars et en pourcentage)

	2009			2008				2007
	T3	T2 ⁽¹⁾	T1 ⁽¹⁾	T4 ⁽¹⁾	T3 ⁽¹⁾	T2 ⁽¹⁾	T1 ⁽¹⁾	T4 ⁽¹⁾
Revenu total	3 070 \$	2 772 \$	2 245 \$	1 729 \$	2 010 \$	2 452 \$	2 182 \$	2 699 \$
Excédents avant ristournes aux membres	378	338	117	(476)	149	338	67	273
Provision pour ristournes aux membres nette des impôts	95	29	39	(63)	7	123	86	124
Excédents de la période après ristournes aux membres (excédent de la provision pour ristournes sur les excédents de la période)	283 \$	309 \$	78 \$	(413 \$)	142 \$	215 \$	(19 \$)	149 \$
Rendement des capitaux propres	14,4 %	13,4 %	4,8 %	(19,3 %)	6,2 %	14,3 %	2,9 %	11,8 %
Total de l'actif	163 213 \$	159 867 \$	159 734 \$	152 298 \$	150 321 \$	151 940 \$	149 760 \$	144 059 \$
Ratio du capital de première catégorie	14,94 %	14,73 %	13,67 %	13,39 %	14,15 %	13,98 %	14,04 %	14,17 %
Ratio du capital total	14,94 %	14,73 %	13,67 %	12,85 %	13,45 %	13,17 %	13,25 %	13,59 %

(1) Données redressées pour les rendre conformes à la présentation adoptée au 30 septembre 2009.

ÉTAT CUMULÉ DES RÉSULTATS

(non vérifié)

(en millions de dollars)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les neuf mois terminés le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Revenu d'intérêt				
Prêts	1 316 \$	1 401 \$	3 784 \$	4 204 \$
Valeurs mobilières	114	120	336	334
	1 430	1 521	4 120	4 538
Frais d'intérêt				
Dépôts	453	629	1 496	1 970
Débitures subordonnées et emprunts	19	10	43	30
	472	639	1 539	2 000
Revenu net d'intérêt	958	882	2 581	2 538
Primes nettes	1 102	1 111	3 165	3 104
Autres revenus				
Frais de service sur les dépôts et paiements	136	128	380	373
Commissions sur prêts et cartes de crédit	115	105	326	303
Services de courtage, de fonds de placement et de fiducie	154	153	417	483
Revenus (pertes) sur les titres disponibles à la vente	23	(123)	57	(232)
Revenus (pertes) de négociation (note 8)	494	(449)	707	(460)
Revenus sur autres placements	71	62	204	181
Autres	17	141	250	354
	1 010	17	2 341	1 002
Revenu total	3 070	2 010	8 087	6 644
Provisions pour pertes sur créances	80	65	185	155
Sinistres, prestations, rentes et variations des provisions d'assurance	1 216	579	2 985	2 179
Frais autres que d'intérêt				
Salaires et avantages sociaux	562	534	1 791	1 711
Locaux, matériel et mobilier incluant l'amortissement	102	108	307	298
Impartition de services de traitement	120	80	276	243
Communications	52	53	176	182
Frais de restructuration (note 9)	37	-	65	-
Autres	347	370	1 101	1 109
	1 220	1 145	3 716	3 543
Excédents d'exploitation des activités poursuivies	554	221	1 201	767
Charges d'impôts sur les excédents	167	73	351	205
Excédents d'exploitation avant participations sans contrôle et ristournes aux membres	387	148	850	562
Participations sans contrôle	9	(1)	17	8
Excédents avant ristournes aux membres	378	149	833	554
Provisions pour ristournes aux membres	133	10	239	304
Recouvrement des impôts relatifs à la provision pour ristournes aux membres	(38)	(3)	(76)	(88)
Excédents de la période après ristournes aux membres	283 \$	142 \$	670 \$	338 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers cumulés trimestriels.

BILAN CUMULÉ				
(non vérifié)				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	30 septembre 2009		31 décembre 2008	
ACTIF				
Encaisse et dépôts à des institutions financières	1 020	\$	1 489	\$
Valeurs mobilières (note 5)				
Titres disponibles à la vente	11 368		11 338	
Titres de négociation	22 487		17 765	
Titres à la valeur de consolidation	117		119	
	33 972		29 222	
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	9 727		6 130	
Prêts (note 6)				
Hypothécaires résidentiels	63 472		61 081	
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	20 194		18 121	
Aux entreprises et aux gouvernements	25 661		26 086	
	109 327		105 288	
Provision cumulative pour pertes sur créances	(833)		(826)	
	108 494		104 462	
Autres actifs				
Terrains, bâtiments et matériel	1 013		1 025	
Intérêts à recevoir	497		520	
Instruments financiers dérivés (note 10)	3 022		4 588	
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	207		428	
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières	1 431		614	
Autres	3 830		3 820	
	10 000		10 995	
Total de l'actif	163 213	\$	152 298	\$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
PASSIF				
Dépôts				
Particuliers	74 336	\$	71 958	\$
Entreprises et gouvernements	23 540		21 512	
Institutions de dépôts et autres	8 010		7 966	
	105 886		101 436	
Autres passifs				
Provisions techniques et connexes	13 474		12 874	
Emprunts	72		338	
Intérêts à payer	963		916	
Instruments financiers dérivés (note 10)	1 984		2 773	
Acceptations	207		428	
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	13 072		11 905	
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	7 136		4 112	
Montants à payer aux clients, courtiers et institutions financières	1 920		899	
Autres	6 107		5 220	
	44 935		39 465	
Déventures subordonnées	1 293		748	
Participations sans contrôle	365		776	
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	1 250		955	
Capital-actions	69		67	
Excédents non répartis (déficit)	565		(96)	
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 11)	604		685	
Réserves	8 246		8 262	
	10 734		9 873	
Total du passif et des capitaux propres	163 213	\$	152 298	\$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers cumulés trimestriels.

Au nom du conseil d'administration de la Fédération des caisses Desjardins du Québec,

Monique F. Leroux
Présidente du conseil

Denis Paré
Vice-président du conseil

ÉTAT CUMULÉ DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS LES CAPITAUX PROPRES

(non vérifié)

(en millions de dollars)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les neuf mois terminés le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Capital social				
Solde au début de la période	995 \$	955 \$	955 \$	894 \$
Variation nette de la période	255	4	295	65
Solde à la fin de la période	1 250 \$	959 \$	1 250 \$	959 \$
Capital-actions				
Solde au début de la période	67 \$	67 \$	67 \$	67 \$
Émission d'actions privilégiées	2	-	2	-
Solde à la fin de la période	69	67	69	67
Excédents (déficit) non répartis ⁽¹⁾				
Solde au début de la période	337 \$	241 \$	(96) \$	795 \$
Excédents de la période après ristournes aux membres	283	142	670	338
Rémunération sur les parts permanentes (nette des impôts recouvrés)	(11)	(7)	(23)	(20)
Dividendes sur actions privilégiées	(1)	(1)	(2)	(3)
Virement à la réserve de stabilisation	-	-	(4)	(3)
Virement à la réserve pour ristournes éventuelles	(4)	(2)	(82)	(141)
Virement provenant de (affectation à) la réserve générale	(39)	(30)	102	(623)
Solde à la fin de la période	565 \$	343 \$	565 \$	343 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu ⁽¹⁾				
Solde au début de la période	532 \$	89 \$	685 \$	50 \$
Autres éléments du résultat étendu pour la période	72	22	(81)	61
Solde à la fin de la période (note 11)	604 \$	111 \$	604 \$	111 \$
Réserves				
Réserve de stabilisation				
Solde au début de la période	282 \$	278 \$	278 \$	275 \$
Virement provenant des excédents non répartis	-	-	4	3
Solde à la fin de la période	282 \$	278 \$	282 \$	278 \$
Réserve pour ristournes éventuelles				
Solde au début de la période	428 \$	348 \$	350 \$	209 \$
Virement provenant des excédents non répartis	4	2	82	141
Solde à la fin de la période	432 \$	350 \$	432 \$	350 \$
Réserve générale				
Solde au début de la période	7 493 \$	7 585 \$	7 634 \$	6 992 \$
Virement provenant des (affectation aux) excédents non répartis	39	30	(102)	623
Solde à la fin de la période	7 532 \$	7 615 \$	7 532 \$	7 615 \$
Total des réserves	8 246 \$	8 243 \$	8 246 \$	8 243 \$
Total des capitaux propres	10 734 \$	9 723 \$	10 734 \$	9 723 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers cumulés trimestriels.

⁽¹⁾ Le total des excédents non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu est de 1 169 M\$ (454 M\$ en 2008).

ÉTAT CUMULÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU (non vérifié)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les neuf mois terminés le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>			
Excédents de la période après ristournes aux membres	283	142	670	338
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le revenu				
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente ⁽¹⁾	107	(168)	216	(183)
Reclassement à l'état cumulé des résultats des pertes (gains) sur les titres disponibles à la vente ⁽²⁾	(7)	66	(6)	54
	100	(102)	210	(129)
Gains (pertes) sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie ⁽³⁾	(14)	127	(243)	196
Reclassement à l'état cumulé des résultats des gains sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie ⁽⁴⁾	(14)	(3)	(47)	(4)
	(28)	124	(290)	192
Pertes nettes de change non réalisées sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes, déduction faite des opérations de couverture	-	-	(1)	(2)
Total des autres éléments du résultat étendu	72	22	(81)	61
Résultat étendu	355	164	589	399

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers cumulés trimestriels.

⁽¹⁾ Déduction faite d'une charge d'impôts sur le revenu de 56 M\$ et d'une économie d'impôts sur le revenu de 41 M\$ pour les neuf mois terminés les 30 septembre 2009 et 2008 respectivement (charge de 28 M\$ et économie de 35 M\$ pour les trois mois respectivement).

⁽²⁾ Déduction faite d'une charge d'impôts sur le revenu de 2 M\$ et d'une économie de 10 M\$ pour les neuf mois terminés les 30 septembre 2009 et 2008 respectivement (charge de 3 M\$ et économie de 5 M\$ pour les trois mois respectivement).

⁽³⁾ Déduction faite d'une économie d'impôts sur le revenu de 110 M\$ et charge de 60 M\$ pour les neuf mois terminés les 30 septembre 2009 et 2008 respectivement (économie de 42 M\$ et charge de 34 M\$ pour les trois mois respectivement).

⁽⁴⁾ Déduction faite d'une charge d'impôts sur le revenu de 11 M\$ et de 1 M\$ pour les neuf mois terminés les 30 septembre 2009 et 2008 (charge de 1 M\$ et de 1 M\$ pour les trois mois respectivement).

ÉTAT CUMULÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les neuf mois terminés le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
<i>(en millions de dollars)</i>				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Excédents de la période après ristournes aux membres	283	142	670	338
Ajustements pour:				
Amortissement des bâtiments et du matériel	39	51	117	122
Amortissement des actifs incorporels à durée de vie définie	9	9	26	26
(Plus-value) Moins-value, investissement de capital de risque	(3)	-	(1)	2
Variation nette des provisions techniques et connexes	428	(176)	600	(153)
Impôts futurs	45	(99)	69	(194)
Provisions pour pertes sur créances	80	65	185	155
Dépréciation d'actifs	30	-	30	-
Radiation des frais reportés	-	-	-	25
Participations sans contrôle	9	(1)	17	8
(Gains) pertes nets réalisés sur titres disponibles à la vente	(14)	108	(14)	209
Variation des actifs et des passifs d'exploitation				
Intérêts à recevoir	(13)	22	23	52
Intérêts à payer	1	(8)	47	29
Titres de négociation	(1 823)	2 318	(4 009)	1 828
Variation nette des titres à la valeur de consolidation	(2)	(2)	2	(2)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, montant net	286	459	384	(281)
Autres	607	225	1 073	398
	(38)	3 113	(781)	2 562
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation nette des dépôts	(792)	(315)	4 450	4 988
Émissions des titres d'emprunt et de débentures subordonnées	68	(13)	1 063	22
Remboursements de titres d'emprunt et de débentures subordonnées	(67)	-	(781)	(112)
Variation nette du capital social	269	4	294	33
Émission d'actions privilégiées	2	-	2	-
Variation nette de la participation sans contrôle	(2)	(139)	(428)	(54)
Rémunération sur les parts permanentes (nette des impôts recouvrés)	(11)	(7)	(23)	(20)
Dividendes sur actions privilégiées	-	(1)	(1)	(3)
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	1 460	752	1 167	1 559
Variation nette des engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	1 199	(2 259)	3 024	(1 698)
	2 126	(1 978)	8 767	4 715
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation nette des prêts	(2 146)	(3 412)	(4 884)	(8 525)
Produits de la titrisation de prêts hypothécaires	84	468	667	1 551
Achats de titres disponibles à la vente	(3 560)	(4 721)	(15 042)	(19 822)
Produits tirés de la vente de titres disponibles à la vente	1 846	2 657	10 086	9 430
Produits tirés des échéances de titres disponibles à la vente	867	2 186	4 420	9 423
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	512	1 639	(3 597)	466
Acquisitions nettes des terrains, des bâtiments et du matériel	(29)	(38)	(105)	(155)
	(2 426)	(1 221)	(8 455)	(7 632)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents	(338)	(86)	(469)	(355)
Trésorerie et équivalents au début de la période	1 358	1 230	1 489	1 499
Trésorerie et équivalents à la fin de la période	1 020	1 144	1 020	1 144
Composition de la trésorerie et des équivalents				
Encaisse	788	744	788	744
Dépôts à des institutions financières et à la Banque du Canada	80	242	80	242
Chèques et autres effets en transit (montant net)	152	158	152	158
	1 020	1 144	1 020	1 144
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Intérêts versés au cours de la période	470	647	1 492	1 971
Impôts sur les excédents payés au cours de la période	25	72	116	185

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers cumulés trimestriels.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS TRIMESTRIELS

(non vérifiées)

Au 30 septembre 2009

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers cumulés trimestriels non vérifiés du Mouvement des caisses Desjardins (Mouvement) ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR) et les exigences comptables de l'Autorité des marchés financiers du Québec (l'Autorité), qui ne diffèrent pas des PCGR, appliqués de la même manière que dans les plus récents états financiers vérifiés, sauf en ce qui concerne les modifications comptables présentées à la note 2. Ces états financiers cumulés trimestriels non vérifiés doivent être lus conjointement avec les états financiers cumulés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

La préparation des états financiers cumulés trimestriels non vérifiés requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses ayant une incidence sur les actifs et les passifs et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels inscrits aux états financiers cumulés trimestriels non vérifiés, ainsi que sur les revenus et les frais des périodes concernées. De l'avis de la direction, les ajustements nécessaires ont été apportés à ces états financiers cumulés trimestriels non vérifiés de manière à ce qu'ils donnent une image fidèle des résultats des périodes présentées.

Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et les résultats des périodes intermédiaires présentés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'exercice complet.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2009.

2. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES**ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS**

Le 1^{er} janvier 2009, le Mouvement a adopté rétroactivement la nouvelle norme de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) intitulée « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » (chapitre 3064).

Cette norme renforce l'approche fondée sur des principes et des critères de comptabilisation pour la constatation des coûts à titre d'actifs et clarifie l'application du concept de rattachement des charges aux produits afin d'éliminer la pratique consistant à constater à titre d'actifs des éléments qui ne répondent pas à la définition ni aux critères de comptabilisation. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers cumulés.

RISQUE DE CRÉDIT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Le 1^{er} janvier 2009, le Mouvement a adopté rétroactivement le nouvel abrégé du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA intitulé « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers » (CPN-173).

Ce nouveau CPN indique que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'adoption de ce CPN n'a pas eu d'incidence significative sur les modèles d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ni sur les résultats et la situation financière du Mouvement.

TRAITEMENT DES DÉRIVÉS INCORPORÉS LORS DU RECLASSEMENT D'UN ACTIF FINANCIER

En juin 2009, le Conseil des normes comptables (CNC) a modifié le chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » par l'ajout d'indications relativement au réexamen des dérivés incorporés qui s'impose lors du reclassement d'un actif financier hors de la catégorie des instruments détenus à des fins de négociation. Le Mouvement a appliqué les nouvelles indications aux reclassements effectués à compter du 1^{er} juillet 2009. Cette modification n'a eu aucune incidence significative sur ses états financiers cumulés.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

AMÉLIORATION DES INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

En juin 2009, le CNC a publié des modifications au chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA « Instruments financiers – informations à fournir » afin d'y intégrer les améliorations que l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié en mars 2009 relativement aux obligations d'information sur les évaluations d'instruments financiers à la juste valeur et le risque de liquidité. Ces modifications incluent notamment l'obligation de présenter la classification des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser ces évaluations. Cette hiérarchie se compose des trois niveaux suivants :

- Le niveau 1 consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques ;
- Le niveau 2 consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché ; et
- Le niveau 3 consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Le Mouvement appliquera les modifications à cette norme dans ses états financiers annuels du 31 décembre 2009. Pour ce premier exercice d'application, il ne sera pas tenu de fournir de façon comparative les informations requises par les modifications. Ces modifications visant spécifiquement la divulgation de l'information à fournir n'auront donc aucune incidence sur les résultats cumulés et la situation financière du Mouvement.

MÉTHODE DE L'INTÉRÊT EFFECTIF

En juin 2009, le CNC a publié une modification au chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA « Instruments financiers - comptabilisation et évaluation » afin de clarifier le mode de calcul des intérêts d'un actif financier après la comptabilisation d'une perte de valeur. Le Mouvement adoptera cette modification rétroactivement dans son exercice débutant le 1^{er} janvier 2010. Il analyse présentement l'incidence de cette modification sur ses états financiers cumulés.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS FINANCIERS

En août 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » de manière à changer les catégories dans lesquelles les instruments d'emprunt doivent ou peuvent être classés ainsi que l'élimination de la distinction entre les titres de créances et les autres instruments d'emprunt. Ces modifications incluent les éléments suivants :

- Les instruments d'emprunt non cotés sur un marché actif peuvent être classés en tant que prêts et créances et leur dépréciation est déterminée en fonction de la perte sur prêt subie ;
- Les prêts et créances que le Mouvement a l'intention de vendre immédiatement ou dans un avenir proche doivent être classés détenus à des fins de négociation alors que les prêts et créances dont le porteur peut, pour d'autres raisons que la détérioration du crédit, ne pas recouvrer la quasi-totalité de son investissement initial doivent être classés disponibles à la vente ;
- Le reclassement d'actifs financier des catégories détenus à des fins de négociation et disponibles à la vente dans celle des prêts et créances est permis dans certaines circonstances ;
- La reprise de perte de valeur relative à un instrument d'emprunt disponible à la vente est exigée lorsque, au cours d'une période ultérieure, sa juste valeur augmente et que cette augmentation peut être objectivement reliée à un événement postérieur à la comptabilisation de la dépréciation.

Le Mouvement appliquera les modifications à cette norme rétroactivement au 1^{er} janvier 2009 dans ses états financiers annuels du 31 décembre 2009. Il analyse présentement l'incidence de cette modification sur ses états financiers cumulés.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a émis un communiqué confirmant que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (IFRS) en 2011. Ainsi, le Mouvement a amorcé son projet de conversion aux IFRS à l'été 2007.

Étant donné que le Mouvement adoptera les IFRS le 1^{er} janvier 2011, les nouvelles normes relatives aux PCGR canadiens entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2011 ou après ne sont pas présentées en tant que modifications comptables futures, car elles ne seront jamais appliquées par le Mouvement.

4. VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente la valeur comptable de tous les actifs et passifs financiers selon leur classement dans les catégories définies par les normes relatives aux instruments financiers.

Au 30 septembre 2009 <i>(en millions de dollars)</i>	Détenus à des fins de négociation	Désignés à des fins de négociation selon l'option de juste valeur	Disponibles à la vente	Prêts et créances et passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de négociation	Total
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse et dépôts à des institutions financières	1 020 \$	--- \$	--- \$	--- \$	1 020 \$
Valeurs mobilières					
Titres disponibles à la vente	---	---	11 368	---	11 368
Titres de négociation	11 825	10 662	---	---	22 487
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	---	---	---	9 727	9 727
Prêts	---	---	---	108 494	108 494
Autres actifs financiers					
Intérêts à recevoir	---	---	---	497	497
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	3 022	---	---	---	3 022
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	---	---	---	207	207
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières	---	---	---	1 431	1 431
Autres	---	---	18	1 482	1 500
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS	15 867 \$	10 662 \$	11 386 \$	121 838 \$	159 753 \$
PASSIFS FINANCIERS					
Dépôts	---	---	---	105 886 \$	105 886 \$
Autres passifs financiers					
Emprunts	---	---	---	72	72
Intérêts à payer	---	---	---	963	963
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	1 984	---	---	---	1 984
Acceptations	---	---	---	207	207
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	---	---	---	13 072	13 072
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	7 136	---	---	---	7 136
Montants à payer aux clients, courtiers et institutions financières	---	---	---	1 920	1 920
Autres	---	---	---	2 337	2 337
Débitures subordonnées	---	---	---	1 293	1 293
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	9 120 \$	---	---	125 750 \$	134 870 \$

⁽¹⁾ Inclut des instruments financiers dérivés concernant les activités de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie d'un montant de 1 590 M\$ à l'actif et de 335 M\$ au passif.

4. VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2008 <i>(en millions de dollars)</i>	Détenus à des fins de négociation	Désignés à des fins de négociation selon l'option de juste valeur	Disponibles à la vente	Prêts et créances et passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de négociation	Total
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse et dépôts à des institutions financières	1 489 \$	--- \$	--- \$	--- \$	1 489 \$
Valeurs mobilières					
Titres disponibles à la vente	---	---	11 338	---	11 338
Titres de négociation	10 001	7 764	---	---	17 765
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	---	---	---	6 130	6 130
Prêts	---	---	---	104 462	104 462
Autres actifs financiers					
Intérêts à recevoir	---	---	---	520	520
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	4 588	---	---	---	4 588
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	---	---	---	428	428
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières	---	---	---	614	614
Autres	---	---	15	1 570	1 585
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS	16 078 \$	7 764 \$	11 353 \$	113 724 \$	148 919 \$
PASSIFS FINANCIERS					
Dépôts	---	---	---	101 436 \$	101 436 \$
Autres passifs financiers					
Emprunts	---	---	---	338	338
Intérêts à payer	---	---	---	916	916
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	2 773	---	---	---	2 773
Acceptations	---	---	---	428	428
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	---	---	---	11 905	11 905
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	4 112	---	---	---	4 112
Montants à payer aux clients, courtiers et institutions financières	---	---	---	899	899
Autres	---	---	---	4 555	4 555
Débitures subordonnées	---	---	---	748	748
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	6 885 \$	---	---	121 225 \$	128 110 \$

⁽¹⁾ Inclut des instruments financiers dérivés concernant les activités de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie d'un montant de 2 436 M\$ à l'actif et de 174 M\$ au passif.

5. VALEURS MOBILIÈRES

GAINS ET PERTES NON RÉALISÉS SUR LES TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

(en millions de dollars)

Au 30 septembre 2009

	Coût après amortissement ⁽¹⁾	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur comptable ⁽¹⁾
TITRES ÉMIS OU GARANTIS PAR				
Le Canada	3 484 \$	64 \$	1 \$	3 547 \$
Les provinces et les corps municipaux au Canada	3 793	113	2	3 904
Les corps scolaires ou publics au Canada	76	---	---	76
Les administrations publiques à l'étranger	9	---	---	9
AUTRES TITRES AU CANADA				
Institutions financières	2 808	71	1	2 878
Autres émetteurs	225	1	19	207
Actions	474	18	34	458
TITRES D'ÉMETTEURS ÉTRANGERS				
Actions	318	7	36	289
	11 187 \$	274 \$	93 \$	11 368 \$

(en millions de dollars)

Au 31 décembre 2008

	Coût après amortissement ⁽¹⁾	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur comptable ⁽¹⁾
TITRES ÉMIS OU GARANTIS PAR				
Le Canada	2 286 \$	98 \$	6 \$	2 378 \$
Les provinces et les corps municipaux au Canada	3 496	87	39	3 544
Les corps scolaires ou publics au Canada	4	---	---	4
Les administrations publiques à l'étranger	12	---	1	11
AUTRES TITRES AU CANADA				
Institutions financières	3 425	33	47	3 411
Autres émetteurs	1 478	6	54	1 430
Actions	407	1	87	321
TITRES D'ÉMETTEURS ÉTRANGERS				
Institutions financières	4	---	---	4
Actions	298	---	63	235
	11 410 \$	225 \$	297 \$	11 338 \$

⁽¹⁾ Le Mouvement détient des titres classés disponibles à la vente qui sont comptabilisés au coût puisqu'ils n'ont pas de cours sur le marché actif. Les valeurs mobilières disponibles à la vente présentées au coût dans le bilan cumulé représentent 29 M\$ (40 M\$ au 31 décembre 2008), et c'est ce coût qui figure dans la colonne « Valeur comptable » du tableau ci-dessus. La juste valeur de certains de ces titres peut être estimée et représente un gain non significatif.

Au 30 septembre 2009, les pertes brutes non réalisées sur les titres disponibles à la vente résultent de l'élargissement des écarts de crédit imputables aux récentes perturbations sur les marchés des capitaux ainsi qu'aux variations des taux d'intérêt du marché. Les baisses de valeur sur les valeurs mobilières disponibles à la vente font l'objet d'un suivi régulier par la direction. Le Mouvement a la capacité et l'intention de détenir ces titres pendant une période suffisante afin de permettre tout recouvrement de leur juste valeur. Il a conclu que les pertes brutes non réalisées étaient temporaires.

5. VALEURS MOBILIÈRES (suite)

VALEURS MOBILIÈRES – PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS / NOUVEAUX BILLETS

Au 31 décembre 2008, le Mouvement détenait des placements dans le marché du papier commercial adossé à des actifs non bancaire (PCAA) bien qu'il n'ait pas été un émetteur de ce type de produit financier auprès de sa clientèle. Rappelons que le Mouvement a procédé en septembre 2007, et dans une moindre mesure en 2008, au rachat d'actifs détenus sous forme de PCAA auprès des fonds communs de placement du marché monétaire qu'il gère et des activités de prêts de valeurs des clients de la Fiducie Desjardins dont il n'assumait pas le risque à l'origine, et ce, afin de protéger ses membres et ses clients. Au cours du deuxième trimestre terminé le 30 juin 2009, le Mouvement a racheté à la juste valeur les nouveaux billets détenus par le Régime des rentes du Mouvement Desjardins.

Le 21 janvier 2009, la mise en œuvre du plan de restructuration du PCAA a été complétée. Ce plan de restructuration vise, entre autres, le remplacement du PCAA par de nouveaux billets à taux variable à long terme ayant une échéance similaire à celle des actifs sous-jacents.

Les principales caractéristiques du plan de restructuration sont les suivantes :

- Création de trois nouvelles fiducies, appelées « véhicules d'actifs cadres » (VAC) :
 - ✓ VAC 1 et VAC 2 sont composées de transactions d'actifs synthétiques à 100 %, soit une combinaison d'actifs donnés en garantie et de contrats de swaps sur défaillance de crédit, ou de transactions d'actifs hybrides, soit une combinaison d'actifs synthétiques et d'actifs traditionnels. Elles incluent également les actifs dits inadmissibles (*subprime* et autres) de ces séries.
 - ✓ VAC 3 est composée de transactions constituées exclusivement d'actifs inadmissibles (*subprime*) et d'actifs traditionnels.
- Création de cinq catégories de billets pour les VAC 1 et VAC 2 (A-1, A-2, B, C, IA) et de deux catégories pour le VAC 3 (IA et TA). Les billets IA et TA se divisent en de multiples séries de billets reflétant reproduisant les flux de trésorerie des actifs originaux sous-jacents.
- Établissement de facilités de financement en soutien aux VAC 1 et VAC 2 afin de financer les appels de garantie pouvant découler des swaps sur défaillance de crédit sous-jacents.
- Établissement d'un moratoire initial de 18 mois au cours duquel aucun appel de garantie additionnelle ne peut être effectué pour la grande majorité des swaps sur défaillance de crédit sous-jacents.
- Élargissement de certains déclencheurs « écart-perte » qui recommenceront à s'appliquer à l'échéance du moratoire, réduisant la probabilité d'appels de garantie additionnelle.

Le Mouvement participe aux fiducies VAC 1 et VAC 3.

Pour plus d'information sur la restructuration, se référer à la note 4 « Valeurs mobilières » à la section « Papier commercial adossé à des actifs » des états financiers cumulés de l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

Outre les actifs qui sont déjà portés en garantie par les fiducies relativement aux swaps sur défaillance de crédit, le plan prévoit que VAC 1 et VAC 2 doivent disposer chacune d'une facilité de financement de marge (« FFM ») destinée à couvrir d'éventuels appels de garantie des contreparties auxdits swaps. Le Mouvement a choisi d'autofinancer sa part de la facilité de financement de marge, ce qui explique sa participation dans VAC 1.

La part du Mouvement dans cet engagement de crédit, s'élevant à 1 193 M\$, se situe au même rang que celle des autres participants de la FFM et vient à échéance en juillet 2017, ou à une date antérieure si toutes les transactions de swaps sur défaillance de crédit ont été réglées auparavant. Le Mouvement ne bénéficie d'aucune commission de VAC 1 relativement à cet engagement de crédit. Les avances qui pourraient être faites en vertu de cette facilité de financement porteront intérêt à un taux fondé sur le taux des acceptations bancaires ou le taux privilégié. Toute somme avancée en vertu de la facilité de financement de marge sera prioritaire sur les montants payables sur les billets émis par VAC 1. Advenant le cas où le Mouvement manquerait à ses obligations de fournir des fonds en vertu de sa part de la facilité de financement de marge, une part proportionnelle des billets de VAC 1 détenus par le Mouvement serait subordonnée aux billets des autres participants. La Caisse centrale, à titre de signataire de la FFM pour le Mouvement, devra maintenir une notation de crédit équivalente à A (faible) auprès d'au moins deux des quatre agences de notation DBRS, S&P, Fitch et Moody's, à défaut de quoi elle devra fournir des garanties ou une autre forme de soutien du crédit à VAC 1 ou faire prendre en charge ses engagements par une autre entité ayant une cote de crédit suffisamment élevée. Au 30 septembre 2009, aucun montant n'a été prélevé sur la FFM.

En vertu d'une entente distincte, le Mouvement a acheté une protection de 400 M\$ à l'encontre de ses engagements de la FFM auprès d'un des participants de VAC 1 en échange d'une commission d'engagement de 1,2 % par année, soit le même taux que les institutions tierces qui ont souscrit à la FFM équivalente de VAC 2. Cette participation se terminera automatiquement au terme de la FFM de VAC 1.

Advenant le cas où la facilité de financement de marge de VAC 1 et la facilité équivalente de VAC 2 s'avèrent insuffisantes pour atteindre les appels de garantie du véhicule en question, une facilité de financement prioritaire (*senior*) a été mise en place afin de fournir un accès à des liquidités additionnelles. Cette facilité de crédit a été fournie par les gouvernements du Canada, du Québec, de l'Alberta et de l'Ontario ainsi que par un des participants de VAC 1. Le véhicule d'actifs cadres VAC 1 dispose d'un montant de 1 772 M\$ en vertu de cette facilité.

Lors de la restructuration le 21 janvier 2009, le Mouvement a sorti du bilan ses titres de PCAA à la valeur comptable pour ensuite comptabiliser à la juste valeur les nouveaux billets. Ces nouveaux billets ont été classés dans la catégorie « désignés à des fins de négociation selon l'option de juste valeur ».

5. VALEURS MOBILIÈRES (suite)

VALEURS MOBILIÈRES – PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS / NOUVEAUX BILLETS (suite)

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009, des remboursements de capital relatifs aux nouveaux billets, totalisant 27 M\$, ont été encaissés par le Mouvement. De plus, des intérêts totalisant 7 M\$ ont également été encaissés au cours de cette même période. Étant donné l'incertitude relative à la mesure, le Mouvement a constaté un revenu d'intérêt seulement pour les billets VAC 1 A-1 et A-2, qui sont prioritaires aux autres billets relativement aux intérêts et au capital.

Le 1^{er} avril 2009, le Mouvement a racheté à leur juste valeur les nouveaux billets détenus par le Régime des rentes du Mouvement Desjardins, soit 48 M\$. L'incidence de ce rachat a été d'augmenter de 86 M\$ la valeur nominale des nouveaux billets détenus par le Mouvement. Le rachat n'a eu aucune incidence sur les résultats cumulés du Mouvement.

Le Mouvement détient, au 30 septembre 2009, de nouveaux billets ayant une valeur nominale répartie entre les différents véhicules suivants :

Au 30 septembre 2009	Valeur nominale	Juste valeur
VAC 1		
Catégorie A-1	907 \$	642 \$
Catégorie A-2	820	469
Catégorie B	140	18
Catégorie C	57	---
Catégorie IA - Actifs inadmissibles (<i>subprime</i>)	146	---
Catégorie IA - Actifs inadmissibles (autres)	28	15
Total VAC 1	2 098	1 144
VAC 3		
Catégorie IA - Actifs inadmissibles (<i>subprime</i>)	51	---
Catégorie TA - Actifs traditionnels	112	98
Total VAC 3	163	98
Total VAC 1 et VAC 3	2 261 \$	1 242 \$

Au 31 décembre 2008, les titres de PCAA détenus se répartissaient de la façon suivante :

2008	Coût amorti	Dévaluation cumulative	Juste valeur
PCAA			
Actifs synthétiques et hybrides	1 962 \$	772 \$	1 190 \$
Actifs traditionnels	255	11	244
Actifs inadmissibles (<i>subprime</i>)	229	227	2
Total	2 446 \$	1 010 \$	1 436 \$

2008	Coût amorti	Résultats	Dévaluation cumulative	
			Passif-dépôts et provisions techniques	Juste valeur
Titres disponibles à la vente	1 257 \$	506 \$	--- \$	751 \$
Titres de négociation	1 189	243	261	685
Total	2 446 \$	749 \$	261 \$	1 436 \$

Méthodologie d'évaluation

Étant donné l'absence de marché actif sur ces titres, la direction du Mouvement a estimé leur juste valeur et les variations de valeur qui en ont découlé en utilisant une technique d'évaluation. Au moment de préparer ces états financiers, il n'existait pas encore de marché actif pour les différents billets restructurés. De plus, la capacité de transiger les billets de VAC 1 est assujettie à des contraintes considérables dans la mesure où un détenteur de billets A-1, A-2, B et C de VAC 1 peut les transférer à un tiers seulement si un tel transfert est effectué au prorata de chacune des catégories détenues par le vendeur et si l'acheteur prend en charge une quote-part équivalente des engagements liés à la FFM, soit directement, soit par l'entremise d'une autre entité, le tout dans la mesure où la partie assumant la part de la FFM bénéficie d'une notation de crédit suffisamment élevée.

5. VALEURS MOBILIÈRES (suite)

VALEURS MOBILIÈRES – PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS / NOUVEAUX BILLETS (suite)

Méthodologie d'évaluation (suite)

La juste valeur du PCAA qui a été restructuré sous la forme de billets A-1, A-2, B et C de VAC 1, c'est-à-dire les actifs synthétiques et hybrides, est fondée sur un modèle financier traduisant les incertitudes liées au rendement, aux écarts de crédit, à la nature et au risque de crédit des actifs sous-jacents, aux montants et aux moments des encaissements des flux de trésorerie, aux échéances et aux contraintes touchant la liquidité des nouveaux billets afin de fournir une juste valeur reflétant les conditions des marchés au 30 septembre 2009. Les flux de trésorerie anticipés de ces nouveaux billets ont été actualisés au taux d'acceptations bancaires plus des primes variant entre 646 et 6 700 points de base, sur des périodes allant de six à sept ans.

La juste valeur des billets reflétés adossés à des actifs traditionnels et inadmissibles (autres), a été évaluée à partir d'indices de référence choisis en fonction des actifs sous-jacents propres à chacun des billets, puisque les flux monétaires générés par lesdits billets proviennent directement des flux générés par les actifs sous-jacents. En ce qui a trait aux billets reflétés constitués uniquement d'actifs inadmissibles (*subprime*), compte tenu de la nature des actifs sous-jacents et de la détérioration marquée de ceux-ci dans le contexte économique actuel, une juste valeur nulle a été établie au 30 septembre 2009.

Les hypothèses utilisées reposent autant que possible sur des données observables sur le marché, telles que les taux d'intérêt, les écarts de crédit et les indices de référence pour des actifs semblables. Elles tiennent également compte, s'il y a lieu, des particularités de la restructuration et reposent en partie sur des hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché pour des actifs similaires. Les taux d'actualisation utilisés tiennent compte de l'échéance, de la notation de crédit ainsi que des risques de marché et de liquidité de chacun des billets.

Impact sur les résultats

L'incidence favorable sur les résultats cumulés avant impôts du Mouvement des trois mois terminés le 30 septembre 2009 se chiffre à 14 M\$. Cette incidence est constituée de gains non réalisés de 7 M\$, attribuables à l'amélioration nette au cours du trimestre des écarts de crédit, de conversion de devise et autres indices de référence, d'un gain réalisé de 4 M\$ relativement à des actifs inadmissibles pour lesquels des remboursements de capital ont été perçus ainsi que d'un revenu de 3 M\$ lié à la constatation graduelle des revenus reportés relatifs à la facilité de crédit. L'incidence négative nette de 50 M\$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 sur les résultats cumulés avant impôts du Mouvement découle de pertes non réalisées de 31 M\$ attribuables aux facteurs énoncés précédemment et à la restructuration des PCAA, de gains réalisés de 12 M\$ sur les actifs inadmissibles, de la radiation de 34 M\$ d'un titre exclu du moratoire de l'Entente de Montréal ainsi que d'un revenu de 3 M\$ lié à la constatation graduelle des revenus reportés relatifs à la facilité de crédit. La FFM, qui était auparavant constatée à même le solde des valeurs mobilières, est comptabilisée depuis la restructuration du 21 janvier 2009 comme un revenu reporté au poste « Autres passifs – autres ». Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur les résultats cumulés.

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2008, une baisse de valeur de 94 M\$ (une baisse de valeur de 246 M\$ pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008) avait été constatée aux résultats cumulés du Mouvement. Il est à noter qu'en ce qui a trait aux titres classifiés disponibles à la vente, une baisse de valeur de 31 M\$ avait été comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2008 (une plus-value de 7 M\$ pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008).

Les estimations de la juste valeur ci-dessus sont susceptibles de ne pas être une indication de la valeur nette de réalisation ultime ou de la juste valeur future. Malgré le fait que la direction croit que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, des modifications dans les hypothèses importantes, notamment celles relatives à la détermination du rendement, des écarts du risque de crédit des actifs sous-jacents et de la qualité des actifs donnés en garantie par les fiducies, lesquelles sont intégrées au taux d'actualisation, pourraient venir changer de façon significative la valeur attribuée aux billets de remplacement dans l'avenir. Une augmentation de 1 % des taux d'actualisation estimés pourrait réduire d'environ 52 M\$ la juste valeur estimative du portefeuille de billets de remplacement dorénavant détenu par le Mouvement, ce qui aurait pour effet de diminuer de 34 M\$, ou de 0,4 %, les fonds propres de première catégorie en date du 30 septembre 2009. Toutefois, une diminution de 1 % des taux d'actualisation estimés pourrait augmenter d'environ 55 M\$ la juste valeur estimative du portefeuille de billets de remplacement dorénavant détenu par le Mouvement, ce qui aurait pour effet d'accroître de 36 M\$, ou de 0,4 %, les fonds propres de première catégorie en date du 30 septembre 2009. Pour plus de détails sur les fonds propres, se référer à la note 28 « Gestion du capital » des derniers états financiers cumulés annuels du Mouvement.

Certaines incertitudes subsistent relativement à la valeur des actifs sous-jacents, au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie ainsi qu'à l'établissement d'un marché secondaire et à la liquidité de ce marché pour les billets de remplacement, ce qui pourrait modifier davantage la valeur du placement du Mouvement dans les billets de remplacement. La conjoncture économique a eu pour effet de diminuer les taux d'intérêt variables des actifs sous-jacents. Ainsi, le non-appariement des taux d'intérêt variables et des dates de paiement des actifs sous-jacents comparativement au coût de la facilité de financement prioritaire et à la période de paiement des intérêts de VAC 1, entraîne des incertitudes relatives à la mesure. La perspective d'un ralentissement important et prolongé de l'économie en Amérique du Nord pourrait aussi avoir un effet négatif sur la juste valeur des billets de remplacement.

Au cours de 2009, un montant de 90 M\$, net de la quote-part estimée du Mouvement dans les frais de restructuration de 19 M\$ du comité pancanadien, a été versé au Mouvement à titre d'intérêts courus sur le PCAA pour la période du 20 août 2007 au 21 janvier 2009. Le Mouvement avait constaté au 31 décembre 2008, à même la juste valeur des titres, le revenu net d'intérêt relativement au PCAA.

5. VALEURS MOBILIÈRES (suite)

VALEURS MOBILIÈRES – PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS / NOUVEAUX BILLETS (suite)

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Le Mouvement participe à l'EDDV VAC 1, qui est un véhicule disposant d'actifs s'élevant à environ 15 642 M\$ ayant des capitaux propres nuls et qui est principalement composé de transactions d'actifs synthétiques dont les investisseurs se sont engagés à contribuer à une facilité de financement de marge. Étant donné que le Mouvement n'assume pas la majorité des pertes prévues et ne bénéficie pas de la majorité des rendements résiduels prévus du VAC 1, il ne consolide pas VAC 1. Par ailleurs, le Mouvement détient des droits significatifs dans ce véhicule, soit la facilité de financement de marge de 1 193 M\$ et l'investissement dans les nouveaux billets de VAC 1 ayant une juste valeur de 1 144 M\$, la somme desquels représente le risque maximal de perte pour le Mouvement.

6. PRÊTS ET PROVISION CUMULATIVE POUR PERTES SUR CRÉANCES

PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2009						Au 31 décembre 2008
	Prêts bruts ni en souffrance ni douteux	Prêts bruts en souffrance mais non douteux	Prêts douteux bruts	Provisions spécifiques	Provision générale	Prêts douteux nets	Prêts douteux nets
Hypothécaires résidentiels	63 047 \$	286 \$	139 \$	10 \$	---	129 \$	96 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	18 324	1 782	88	34	---	54	52
Aux entreprises et aux gouvernements	24 888	501	272	94	---	178	144
Provision générale	---	---	---	---	695	(695)	(696)
	106 259 \$	2 569 \$	499 \$	138 \$	695 \$	(334) \$	(404) \$

Les prêts en souffrance représentent les prêts pour lesquels la contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle de celui-ci.

Lorsqu'une partie d'un prêt douteux est radiée et que le solde est restructuré, les intérêts sont de nouveau inscrits selon la comptabilité d'exercice lorsqu'il n'y a plus de doute raisonnable concernant le recouvrement du capital et des intérêts, et que les paiements ne sont pas en souffrance depuis 90 jours.

La valeur comptable des prêts qui seraient autrement en souffrance ou dépréciés, mais dont les conditions ont été renégociées au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, s'élève à 141 M\$ (140 M\$ au 31 décembre 2008).

PRÊTS BRUTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX

Au 30 septembre 2009

(en millions de dollars)

	De 1 à 29 jours	De 30 à 59 jours	De 60 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Hypothécaires résidentiels	225 \$	26 \$	13 \$	22 \$	286 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	1 372	195	93	122	1 782
Aux entreprises et aux gouvernements	334	36	46	85	501
	1 931 \$	257 \$	152 \$	229 \$	2 569 \$

6. PRÊTS ET PROVISION CUMULATIVE POUR PERTES SUR CRÉANCES (suite)

PRÊTS BRUTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX (suite)

Au 31 décembre 2008

(en millions de dollars)

	De 1 à 29 jours	De 30 à 59 jours	De 60 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Hypothécaires résidentiels	150 \$	21 \$	10 \$	7 \$	188 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	1 369	219	91	99	1 778
Aux entreprises et aux gouvernements	244	55	41	71	411
	1 763 \$	295 \$	142 \$	177 \$	2 377 \$

PROVISION CUMULATIVE POUR PERTES SUR CRÉANCES

(en millions de dollars)

	Au 30 septembre 2009				Au 31 décembre 2008
	Solde au début	Provision pour pertes sur créances	Radiations et recouvrements	Solde à la fin	Solde à la fin
Hypothécaires résidentiels	11 \$	5 \$	(6) \$	10 \$	11 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	32	28	(26)	34	32
Aux entreprises et aux gouvernements	87	35	(28)	94	87
Provision générale	696	117	(118)	695	696
	826 \$	185 \$	(178) \$	833 \$	826 \$

7. TITRISATION DE PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

En vertu du Programme de titres hypothécaires du Canada de la *Loi nationale sur l'habitation*, le Mouvement a titrisé sous forme de TH-LNH des prêts hypothécaires résidentiels garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Le tableau suivant résume l'incidence de ces nouvelles activités de titrisation de prêts hypothécaires au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 30 septembre.

(en millions de dollars)	Pour les trois mois terminés les 30 septembre		Pour les neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Prêts hypothécaires titrisés	213 \$	588 \$	837 \$	1 696 \$
Produits nets en espèces reçues	84	468	667	1 551
Droits conservés	2	23	27	84
Passifs de gestion pris en charge	1	5	5	15
Gain à la vente, déduction faite des frais de transaction	2	26	36	87

Au 30 septembre 2009, le Mouvement a inscrit, à son bilan cumulé, un montant de 138 M\$ (170 M\$ au 31 décembre 2008) représentant les droits conservés et un montant de 23 M\$ (30 M\$ au 31 décembre 2008) pour le passif de gestion pris en charge. En 2009, les flux de trésorerie provenant des droits conservés s'établissent à 16 M\$ pour les 3 mois et à 51 M\$ pour les 9 mois se terminant le 30 septembre 2009 (13 M\$ pour les 3 mois et 34 M\$ pour les 9 mois terminés le 30 septembre 2008). De plus, l'incidence de l'amortissement du passif de gestion dans l'état cumulé des résultats est de 4 M\$ pour les 3 mois et de 13 M\$ pour les 9 mois se terminant le 30 septembre 2009 (3 M\$ pour les 3 mois et 8 M\$ pour les 9 mois terminés le 30 septembre 2008). Un montant de 372 M\$ (202 M\$ au 31 décembre 2008) représentant des titres hypothécaires créés et conservés est inscrit dans les valeurs mobilières détenues aux fins de négociation au 30 septembre 2009.

L'encours total des prêts hypothécaires titrisés s'élève à 3 926 M\$ (4 074 M\$ au 31 décembre 2008).

7. TITRISATION DE PRÊTS HYPOTHÉCAIRES (suite)

Les hypothèses clés utilisées pour déterminer la juste valeur initiale des droits conservés à la date de vente s'établissent comme suit :

	Pour les trois mois terminés les 30 septembre		Pour les neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Taux d'actualisation	2,78 %	3,42%	2,45 %	3,70%
Taux de remboursement anticipé pour les hypothèques à taux fixe et variable respectivement	15 et 25 %	15 et 25%	15 et 25 %	15 et 25%
Durée de vie moyenne pondérée des prêts	33 mois	33 mois	30 mois	32 mois

Aucune perte sur créances n'est prévue car les prêts hypothécaires cédés sont garantis.

8. REVENUS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE NÉGOCIATION

Revenus nets provenant d'instruments financiers tenus d'être classés à des fins de négociation

(en millions de dollars)	Pour les trois mois terminés les 30 septembre		Pour les neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Revenus				
Revenu net d'intérêt	24 \$	9 \$	58 \$	29 \$
Revenus (pertes) de négociation	125	(130)	313	(174)

Revenus nets provenant d'instruments financiers désignés à des fins de négociation selon l'option de juste valeur

(en millions de dollars)	Pour les trois mois terminés les 30 septembre		Pour les neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Revenus				
Revenu net d'intérêt	11 \$	4 \$	22 \$	12 \$
Revenus (pertes) de négociation	369	(319)	394	(286)

Instruments financiers désignés à des fins de négociation selon l'option de juste valeur

Les instruments financiers désignés à des fins de négociation selon l'option de juste valeur sont composés des éléments suivants : i) certains placements effectués en lien avec des instruments dérivés non désignés dans une relation de couverture, réduisant ainsi de façon importante une disparité de traitement comptable ; ii) des titres dont le sous-jacent est composé de fonds de couverture et qui sont gérés suivant une stratégie de placement étayée visant à tirer profit de la volatilité du marché à court terme ; iii) les titres appariés aux provisions techniques en assurance de personnes au titre des contrats d'assurance vie et autres, et les provisions pour sinistres en assurance de dommages pour lesquels l'option est utilisée, afin de réduire sensiblement une disparité en matière de comptabilisation qui résulterait autrement du fait que des actifs ou des passifs sont comptabilisés différemment ; iv) des titres comportant des dérivés incorporés pour lesquels le Mouvement se trouve dans l'incapacité d'évaluer séparément le dérivé incorporé à la juste valeur à la date de son acquisition ou à une date ultérieure ; v) des titres ne comportant pas de dérivés incorporés et qui sont gérés selon l'option juste valeur suivant une stratégie de placement étayée et communiquée aux principaux dirigeants et dont la performance du portefeuille, mesurée sur la base de juste valeur, reflète plus adéquatement sa substance.

9. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, le conseil d'administration de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ) a entrepris une transformation et a, entre autres, approuvé la mise en place d'une nouvelle structure organisationnelle simplifiée pour le Mouvement. Cette restructuration s'inscrit dans le cadre du plan d'évolution du Mouvement Desjardins mis de l'avant à l'automne 2008.

La direction a procédé à la nomination des premiers, deuxièmes et troisièmes relevants de la nouvelle organisation. La mise en place de la nouvelle structure se poursuivra au cours des prochaines semaines et elle devrait être complétée d'ici la fin de l'exercice.

Dans le cadre de cette restructuration, le Mouvement a comptabilisé, dans ses résultats cumulés pour les trois mois terminés le 30 septembre 2009 un montant de 37 M\$ (65 M\$ pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2009) au titre d'indemnités de départ, d'honoraires professionnels, de dépréciation d'actifs et autres.

9. FRAIS DE RESTRUCTURATION (suite)

L'incidence de la dépréciation d'actifs est principalement attribuable au secteur Particuliers et entreprises et se compose des éléments suivants :

- écart d'acquisition et des actifs incorporels liés, entre autres, à un portefeuille de dépôts à demande et à un réseau de distribution ;
- améliorations locatives.

La juste valeur des actifs dépréciés a été établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie. Le Mouvement ne prévoit pas recouvrer ces actifs en raison de la réorganisation de certaines activités dans le cadre de la restructuration.

Ces charges sont présentées au poste « Frais de restructuration » de l'état cumulé des résultats de la période.

Le tableau suivant présente un résumé des charges à payer et de l'incidence dans les résultats cumulés en lien avec ce processus. Les charges à payer sont constatées au poste « Autres passifs – Autres ».

Au 30 septembre 2009

<i>(en millions de dollars)</i>	Indemnités de départ	Honoraires professionnels	Autres	Total des charges à payer	Dépréciation d'actifs	Total des frais de restructuration
Frais de restructuration	22 \$	10 \$	3 \$	35 \$	30 \$	65 \$
Versements	---	10	3	13	s.o. ⁽¹⁾	s.o. ⁽¹⁾
Solde à la fin	22 \$	---	---	22 \$	s.o. ⁽¹⁾	s.o. ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Sans objet

10. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE**Au 30 septembre 2009**

<i>(en millions de dollars)</i>	Montant nominal de référence	Valeur comptable	
		Positive	Négative
Couverture de juste valeur	12 945 \$	693 \$	59 \$
Couverture de flux de trésorerie	26 069	897	276

Un gain de 3 M\$ lié à l'inefficacité des activités de couverture de juste valeur et une perte de 2 M\$ liée à l'inefficacité des activités de couverture de flux de trésorerie ont été comptabilisés au poste « Revenus de négociation » à l'état des résultats cumulés de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009.

À l'égard des relations de couverture de flux de trésorerie, un gain net de 60 M\$, qui provient de l'état cumulé du résultat étendu au 30 septembre 2009, sera reclassé dans l'état cumulé des résultats au cours des douze prochains mois. Le solde résiduel du cumul des autres éléments du résultat étendu provenant des couvertures de flux de trésorerie sera reclassé à l'état des résultats cumulés d'ici les sept prochaines années.

11. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Le tableau suivant fournit les principaux éléments qui composent le poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu » (déduction faite des impôts).

<i>(en millions de dollars)</i>	30 septembre 2009	31 décembre 2008
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	123 \$	(87) \$
Gains sur instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	480	770
Gains nets de change non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	1	2
Cumul des autres éléments du résultat étendu	604 \$	685 \$

12. RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trois mois terminés les 30 septembre		Pour les neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Coût constaté au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	29 \$	33 \$	87 \$	103 \$
Coût constaté au titre des autres régimes à prestations déterminées	5	10	15	28

13. ÉVENTUALITÉS

Desjardins a été identifié dans un recours collectif réclamant le remboursement des frais de conversion de devises sur cartes de crédit. Le 11 juin 2009, la Cour supérieure du Québec a accueilli le recours collectif en établissant que les frais de conversion de devises sont des frais de crédit aux termes de la *Loi sur la protection du consommateur* « LPC ». Le Mouvement a décidé d'appeler du jugement le 10 juillet dernier par une inscription déposée devant la Cour d'appel, car il est d'avis que la pratique de Desjardins est plus conforme aux objectifs de la LPC, laquelle ne lui impose pas l'obligation de faire payer les frais de conversion de devises à des détenteurs de cartes qui ne recourent pas à ce service. Étant donné la situation actuelle, Desjardins n'est pas en mesure de déterminer le dénouement de ce litige ni, par conséquent, l'incidence sur ses états financiers cumulés. À cet effet, aucun montant n'a été comptabilisé.

14. GESTION DU CAPITAL

Les ratios de fonds propres du Mouvement Desjardins sont calculés selon la Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base à l'intention des coopératives de services financiers, émise par l'Autorité. Ce nouveau cadre réglementaire, qui s'applique depuis le premier trimestre 2009, est en majeure partie inspiré du dispositif révisé de la convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres (Bâle II) édicté par la Banque des règlements internationaux (BRI). À cet égard, l'Autorité a récemment accordé au Mouvement Desjardins son agrément relatif à l'approche de notation interne avancée pour le risque de crédit associé aux portefeuilles de prêts de la clientèle de détail – particuliers. Quant aux autres expositions de crédit et au risque de marché, ils sont évalués selon une approche standardisée, alors que le risque opérationnel est calculé à partir de l'approche « indicateur de base ». L'exigence minimale de l'Autorité a été fixée à un ratio de capital total de 11,5 %. Les nouvelles méthodes ont eu un effet principalement sur le calcul des actifs pondérés en fonction du risque. Toutefois, le calcul des fonds propres n'a pas été modifié de façon significative.

L'objectif du Mouvement des caisses Desjardins en matière de gestion du capital est d'assurer le maintien de fonds propres suffisants et de qualité, afin de se donner une marge de manœuvre pour son développement, de maintenir une cote de crédit avantageuse et de garder la confiance de ses déposants et des marchés financiers.

En début d'année, l'objectif financier du ratio de capital total du Mouvement a été porté à son initiative à 13 %, tenant ainsi compte du contexte économique mondial qui prévaut et de la mise en œuvre, à compter du premier trimestre de 2009, du nouveau cadre de la ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base de l'Autorité. Rappelons que cette cible était auparavant établie à 12,5 %.

Le 17 mars 2009, le Mouvement a procédé au rachat par anticipation des débentures subordonnées de série D pour une valeur nominale de 450 M\$. En vertu d'une convention d'achat et de revente intervenue le 30 mars 2009, le Mouvement a convenu d'émettre pour une contrepartie de 500 M\$ (valeur comptable de 498 M\$ au 30 septembre 2009) des débentures subordonnées, série E échéant en avril 2019. Ces débentures portent intérêt à un taux annuel de 5,756 % pour les cinq premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours plus 4,97 % pour les cinq années suivantes, remboursables au gré du Mouvement.

Selon une convention d'achat et de revente intervenue le 1^{er} juin 2009, le Mouvement a émis pour une contrepartie de 500 M\$ (valeur comptable de 497 M\$ au 30 septembre 2009) des débentures subordonnées, série F, échéant en juin 2021. Ces débentures portent intérêt à un taux annuel de 5,541 % pour les sept premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours plus 3,88 % pour les cinq années suivantes et sont remboursables au gré du Mouvement.

Au cours du troisième trimestre, le réseau des caisses Desjardins a procédé à l'émission de parts permanentes pour un montant de 252 M\$, qui se qualifient comme capital de première catégorie au niveau réglementaire.

15. INFORMATION SECTORIELLE

Le Mouvement est un groupe financier coopératif. Sous l'autorité du conseil d'administration de la Fédération des caisses Desjardins du Québec, il gère les composantes œuvrant dans le secteur Particuliers et entreprises, ainsi que les sociétés filiales.

Le secteur Particuliers et entreprises regroupe l'ensemble des activités d'intermédiation financière, de fonds de placement et de services fiduciaires. Le réseau des sociétés filiales regroupe des activités du secteur Assurance de personnes, du secteur Assurance de dommages et du secteur Valeurs mobilières, gestion d'actifs et capital de risque. Enfin, le secteur Autres inclut différents ajustements de consolidation attribuables à l'ensemble des composantes du Mouvement.

Depuis le premier trimestre de 2009, les activités liées à la filiale 9186-8034 Québec inc. et ses propres filiales, qui détenaient des actifs sous forme de PCAA qui avaient été rachetés auprès des fonds communs de placement du marché monétaire et des activités de prêts de valeurs des clients de la Fiducie Desjardins dont elle n'assumait pas le risque, ont été transférées du secteur Particuliers et entreprises au secteur Autres aux fins de la présentation de l'information sectorielle. Les actifs sous forme de PCAA sont maintenant détenus par la filiale 9210-6855 Québec inc., dont les activités sont regroupées dans le secteur Autres. Les montants correspondants des périodes précédentes ont été révisés afin de tenir compte de ce reclassement.

Les activités du secteur Particuliers et entreprises et celles des sociétés filiales sont complémentaires et les transactions entre les secteurs sont effectuées dans le cours normal des activités et mesurées à la valeur d'échange, qui correspond au montant de la contrepartie établie et acceptée par les composantes. Les résultats des principaux secteurs reflètent les systèmes internes d'information financière et sont compatibles avec les politiques suivies pour la préparation des états financiers cumulés du Mouvement.

15. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Le tableau ci-après présente un sommaire des résultats financiers du Mouvement par secteur d'activité pour les trois mois terminés le 30 septembre.

INFORMATION SECTORIELLE												
(non vérifiée)												
Pour les trois mois terminés les 30 septembre												
(en millions de dollars)	Particuliers et entreprises		Assurance de personnes		Assurance de dommages		Valeurs mobilières gestion d'actifs et capital de risque		Autres		Cumulé ⁽¹⁾	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Revenu net d'intérêt	970 \$	927 \$	---	---	---	---	---	---	1 \$	---	958 \$	882 \$
Primes nettes	---	---	782	805	365	357	---	---	---	---	1 102	1 111
Revenus (pertes) sur les titres disponibles à la vente	7	(79)	6	(3)	9	11	---	---	---	(49)	23	(123)
Revenus (pertes) de négociation	62	(25)	362	(364)	16	(5)	28	8	61	(63)	494	(449)
Revenus (pertes) sur autres placements	---	(31)	77	77	---	(5)	---	(7)	(4)	(8)	71	62
Autres revenus (pertes)	349	458	37	27	---	3	76	80	(21)	6	422	527
Revenu (perte) total	1 388	1 250	1 264	542	390	361	104	81	37	(114)	3 070	2 010
Provisions pour pertes sur créances	80	65	---	---	---	---	---	---	---	---	80	65
Sinistres, prestations, rentes et variations des provisions d'assurance	---	---	961	331	254	248	---	---	---	---	1 216	579
Frais (revenus) autres que d'intérêt	958	891	211	186	83	75	88	89	(4)	14	1 220	1 145
Excédents (déficit) d'exploitation	350	294	92	25	53	38	16	(8)	41	(128)	554	221
Charge (recouvrement) d'impôts sur les excédents	89	99	24	7	18	10	3	(1)	33	(42)	167	73
Participations sans contrôle	1	(2)	3	(2)	3	3	---	---	---	---	9	(1)
Excédents (déficit) avant ristournes aux membres	260	197	65	20	32	25	13	(7)	8	(86)	378	149
Provision pour ristournes aux membres nette des impôts	95	7	---	---	---	---	---	---	---	---	95	7
Excédents (déficit) de la période après ristournes aux membres	165 \$	190 \$	65 \$	20 \$	32 \$	25 \$	13 \$	(7)\$	8 \$	(86)\$	283 \$	142 \$
Éléments d'actif sectoriels	124 418 \$	118 497 \$	13 961 \$	14 034 \$	3 083 \$	3 232 \$	19 571 \$	13 102 \$	2 180 \$	1 456 \$	163 213 \$	150 321 \$

⁽¹⁾ Les différences entre le cumulé et la somme des résultats des secteurs d'activité, présentées ci-dessus, se rapportent aux transactions intersectorielles.

15. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Le tableau ci-après présente un sommaire des résultats financiers du Mouvement par secteur d'activité pour les neuf mois terminés le 30 septembre.

INFORMATION SECTORIELLE												
(non vérifiée)												
Pour les neuf mois terminés les 30 septembre (en millions de dollars)	Particuliers et entreprises		Assurance de personnes		Assurance de dommages		Valeurs mobilières gestion d'actifs et capital de risque		Autres		Cumulé ⁽¹⁾	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Revenu net d'intérêt	2 613 \$	2 588 \$	---	---	---	---	---	---	3 \$	---	2 581 \$	2 538 \$
Primes nettes	---	---	2 222	2 159	1 077	1 066	---	---	---	---	3 165	3 104
Revenus (pertes) sur les titres disponibles à la vente	2	(82)	27	12	28	19	---	---	---	(178)	57	(232)
Revenus (pertes) de négociation	109	(41)	492	(376)	39	24	85	38	18	(103)	707	(460)
Revenus (pertes) sur autres placements	(7)	(2)	233	223	(1)	(5)	(6)	(24)	(8)	(26)	204	181
Autres revenus (pertes)	1 188	1 320	94	86	(2)	(2)	234	261	(6)	16	1 373	1 513
Revenu (perte) total	3 905	3 783	3 068	2 104	1 141	1 102	313	275	7	(291)	8 087	6 644
Provisions pour pertes sur créances	184	155	1	---	---	---	---	---	---	---	185	155
Sinistres, prestations, rentes et variations des provisions d'assurance	---	---	2 216	1 368	769	811	---	---	---	---	2 985	2 179
Frais (revenus) autres que d'intérêt	2 877	2 740	639	580	268	248	284	286	(4)	18	3 716	3 543
Excédents (déficit) d'exploitation	844	888	212	156	104	43	29	(11)	11	(309)	1 201	767
Charge (recouvrement) d'impôts sur les excédents	223	252	60	42	30	1	6	(1)	32	(89)	351	205
Participations sans contrôle	4	---	5	4	7	4	---	---	---	---	17	8
Excédents (déficit) avant ristournes aux membres	617	636	147	110	67	38	23	(10)	(21)	(220)	833	554
Provision pour ristournes aux membres nette des impôts	163	216	---	---	---	---	---	---	---	---	163	216
Excédents (déficit) de la période après ristournes aux membres	454 \$	420 \$	147 \$	110 \$	67 \$	38 \$	23 \$	(10)\$	(21)\$	(220)\$	670 \$	338 \$
Éléments d'actif sectoriels	124 418 \$	118 497 \$	13 961 \$	14 034 \$	3 083 \$	3 232 \$	19 571 \$	13 102 \$	2 180 \$	1 456 \$	163 213 \$	150 321 \$

⁽¹⁾ Les différences entre le cumulé et la somme des résultats des secteurs d'activité, présentées ci-dessus, se rapportent aux transactions intersectorielles.

Siège social

Fédération des caisses Desjardins du Québec
100, rue des Commandeurs
Lévis (Québec) Canada
G6V 7N5
Tél. : 418 835-8444
www.desjardins.com

Bureau de Montréal

1, complexe Desjardins
C.P. 7, succursale Desjardins
Montréal (Québec) Canada
H5B 1B2
Tél. : 514 281-7000

Document produit par la
Direction financière du Mouvement Desjardins
Tél. : 418 835-2012

The English version of this quarterly
report is available upon request